

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808 00 81 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722.
Imprimé par Rotographie.

rouge

MARDI
20 AVRIL 1976

Réunis à Toulouse, les délégués étudiants décident :

MANIFESTATION NATIONALE A PARIS LE 23 AVRIL

Une semaine décisive pour les étudiants et l'ensemble de la jeunesse scolarisée dans l'épreuve de force engagée avec un pouvoir qui envoie ses flics mais aussi hésite et se voit de plus en plus isolé. L'enjeu est l'approfondissement de la grève générale de l'Université, son extension aux lycées et CET dans la perspective de la grève générale. L'enjeu est que les syndicats enseignants, en particulier le SNESup, répondent enfin à l'appel de la coordination de Toulouse et s'engagent dans la bataille pour l'abrogation de la réforme Soisson et des décrets Haby. Le choix est clair et leurs responsabilités grandes pour l'avenir de cette lutte : vont-ils, à côté de vagues déclarations de soutien, continuer à jouer de fait le jeu de l'isolement et du pourrissement du mouvement étudiant ? Vont-ils s'engager dans une lutte qui dépasse largement le cadre des facultés pour faire aboutir des revendications des plus légitimes ou attendre tranquillement 78 ? Aujourd'hui, il est clair que le PS et le PC refusent cette bataille : mais la seule voie est de s'appuyer sur le rapport de force créé par les mobilisations étudiantes pour imposer aux syndicats leur participation à la lutte. Ceux qui ont la phrase révolutionnaire facile mais refusent cette bataille, en appelant abstraitement aux travailleurs et aux enseignants, s'imaginant qu'on peut passer par dessus les organisations qu'ils reconnaissent dans leur majorité, ne peuvent qu'amener les mobilisations dans des impasses minorisantes.

Dans ce cadre, le 23 avril doit être une journée de centralisation de la grève générale des facultés, une journée d'élargissement des mobilisations, une étape décisive pour faire reculer le pouvoir.

Antoine Arthous

Foyers Sonacotra : APRES LA RAFLE

Lire page 4

- Les protestations se multiplient. Le syndicat de la Magistrature dénonce cette « disparition légale dans le secret ».

- Manifestation samedi à Barbès, à l'appel du Comité de coordination des foyers Sonacotra.

- Le PCF appelle à « une négociation foyer par foyer » et décide seul une manifestation aujourd'hui.

Lire page 6

L'EXCEPTION...

Les vacances des Français, c'est sacré : le ministère de l'Intérieur vient d'autoriser les fouilles des véhicules « en vue de rechercher les armes, munitions, drogue, objets volés » excluant... les caravanes. En effet, celles-ci sont assimilées à des domiciles privés. Avis donc, aux estivants, et éventuellement aux marchands de « hasch » en gros. Mais ce qui est plus remarquable, c'est le soin apporté par le ministère de l'Intérieur à codifier le détail d'une loi qui... n'a pas encore été soumise au Parlement.

En attendant, la « sécurité » se porte bien, merci. Aujourd'hui, Chirac installera Peyrefitte dans ses fonctions de président du comité d'études sur la violence, la criminalité et la délinquance. Comme il se doit, Ponia et Lecanuet participent aux festivités. Giscard soi-même a tenu à préciser que ce comité devait avoir « une certaine indépendance vis-à-vis de l'actualité et aussi des ministères, car ce n'est pas un comité du ministère de la Justice ou du ministère de l'Intérieur ». Comme on connaît l'ami Peyrefitte, premier violon de la campagne anticommuniste de l'UDR en 73, on peut être sûr que cette « certaine indépendance » va faire merveille...



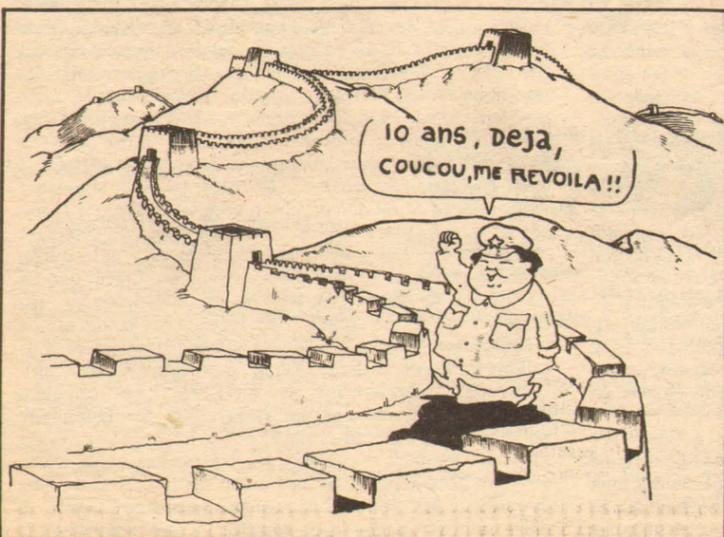
Marie José Agret à la sortie de son audience avec Lecanuet à Rouen

Les avocats Jean Dissler, Marie-Christine Etelin, Henri Leclerc et Jean-Jacques de Félice ont déposé hier en fin d'après-midi une demande de grâce au Président de la République en faveur de Roland Agret. Cette mesure exceptionnelle est un ultime recours. Elle est justifiée par l'état alarmant dans lequel se trouve Roland. En effet, les bonnes paroles de Lecanuet n'empêchent pas que les conclusions de l'enquête ne seront connues qu'en fin

de semaine... si Lecanuet tient parole. « Trop de lenteur dans la procédure de révision, disent les avocats, nous fait craindre que la mort encore une fois ne précède la vérité ».

On apprend par ailleurs que Roland refuserait de boire à partir d'aujourd'hui. « Mon agonie, explique-t-il devient inhumaine je ne reculerais devant rien ».

Lire page 9



LA CHINE DIX ANS APRES LA REVOLUTION CULTURELLE

Le tournant du « Grand Bond » en avant, largement improvisé, placé sous le signe du volontarisme, aboutit à des résultats économiques désastreux, provoquant par contre-coup des différenciations au sein de la bureaucratie. Peng Te Huai, figure prestigieuse de la révolution chinoise fut le premier à réagir, et le premier évincé, dès 1959. Mais à travers cette bataille, le centre de gravité au sein de l'appareil s'était déplacé au détriment de Mao : la politique menée sous la direction de Liu Shao Chi revint à un empirisme prudent. Le plan quinquennal, laissé en suspens, fut remplacé par une planification annuelle, au coup par coup. Les communes populaires furent réorganisées en autorisant les lopins privés dont les produits échappaient à la fixation centrale des prix.

Par rapport à cette pause, la phase ascendante de la Révolution culturelle, de 1965 à l'été 1967, constitue une

relance des orientations du Grand Bond, à l'initiative de la fraction maoïste. Mais pour régler les divergences au sein de la bureaucratie, les différentes fractions firent appel à des couches de la population dépassant largement les stricts rangs du Parti. Cette mobilisation de masse est allée au-delà des buts qui lui étaient initialement fixés : elle a ébranlé l'édifice bureaucratique et laissé entrevoir ce que pourraient être un véritable pouvoir populaire. L'apparition, à Shanghai ou en Mandchourie, de mouvements de masses autonomes prouve l'éclatement temporaire du PCC. En fait, derrière la référence commune aux directives du président surgissent les embryons de plusieurs partis différents. Le texte manifeste du Grand comité révolutionnaire de la province de Hounan (Chen Wu Lien) peut être considéré comme l'ébauche d'un programme politique anti-bureaucratique. (voir ci-contre).

suite page 3

PORTUGAL

A la veille des élections DES DISSENSIONS SE FONT JOUR AU SEIN DU CONSEIL DE LA REVOLUTION

Lisbonne, le 19 avril, De notre envoyé spécial Charles Michaloux

Samedi en fin de matinée, un avion militaire atterrit sur l'aéroport de Porto. A son bord, des gens importants : le général Ramalho Eanes, chef d'état-major de l'armée, le général Morais Silva, chef d'état-major de l'aviation, le général Pinho Freira, commandant de la première région aérienne et l'amiral Souto Cruz, chef d'état-major de la marine.

Tout ce beau monde partira déjeuner avec le général Pires Veloso, commandant de la région militaire du Nord, avant de repartir dans l'après-midi pour Lisbonne. La visite est inattendue et doit être bigrement importante pour déplacer tant de casquettes étoilées à la fois. On parle élections, législatives et surtout présidentielles, paraît-il. On se met peut-être d'accord sur un nom (Ramalho Eanes) à proposer au consensus du Conseil de la révolution, aux partis signataires du pacte puis au plébiscite national de la fin juin.

En fait, les généraux et l'amiral (dont les noms ont été récemment prononcés par Spinoza) débattent du Portugal et de son avenir, avant que le présent n'ait encore livré toutes ses promesses. Les fonctions clés qu'ils occupent dans l'appareil militaire opérationnel confèrent à ce « repas amical » valeur de conférence politique au niveau d'état-majors.

Mais on déjeune beaucoup ces temps-ci entre amis dans les hautes sphères. Dans une semaine, les élections donneront une courte tête d'avance aux partis de droite ou une faible majorité aux partis de gauche. Pour les travailleurs le résultat n'est évidemment pas indifférent. Pour les officiers qui, à la faveur du 25 novembre, continuent à sieger au Conseil de la révolution, la composition de l'assemblée de la République qui verra le jour le 25 avril ne fera que refléter l'incertitude politique actuelle en ne tranchant de manière décisive ni dans un sens ni dans l'autre. L'élection présidentielle d'un général, choisi par

ses pairs, accepté par les principaux partis ouvriers et bourgeois et faisant ainsi figure de ciment de l'unité et de la réconciliation nationale, risque donc fort de se transformer en révélateur d'une paralysie politique profonde, à laquelle une accélération des luttes sociales donnerait les dimensions d'une nouvelle et grave crise de pouvoir.

C'est pour faire face à cette éventualité, d'ores et déjà probable, que clans et cliques se réactivent au sein de la hiérarchie militaire.

Melo Antunes et les siens (Franco Charais, commandant de la région militaire du centre et Pezzarat Correia, commandant de la région militaire du sud), misant sur une majorité PS-PCP à l'assemblée, cherchent à convaincre l'homme du statu quo - que ses ronds de jambes aux uns et aux autres ont cependant compromis aux yeux de tout le monde - que mieux vaut un pape impotent que la fin de l'église : Costa Gomes annonce donc qu'il n'est pas certain de rempiler, c'est-à-dire qu'il pourrait envisager de le faire.

Les artisans du 25 novembre, regroupés autour de Ramalho Eanes, multiplient les déclarations de guerre contre le mouvement ouvrier et le PCP, pour tasser encore son audience électorale et pousser la direction du PS à donner son appui aux gardiens du pacte.

Parmi eux, certains, lassés de ne pas voir la fin du tunnel, se consacrent déjà à des tâches plus sérieuses et qu'ils connaissent bien, par profession. Si la crise politique devait encore rebondir, si les conflits sociaux en cours devaient prendre un nouvel élan après des élections au résultat peu tranché, ils préféreraient sans doute se tenir à l'écart d'une course présidentielle dans laquelle la présence de plusieurs candidats mystères ne contribuerait qu'à diviser encore cette armée qui ne se remet pas de ses divisions, pour envisager une remise en ordre à laquelle on trouverait bien une couverture légale de dernière minute (comme un

décret d'état de siège ou d'état d'urgence destiné à mettre fin à une impuissance gouvernementale empêtrée dans une succession de grèves).

Si l'on ajoute à ce tableau de l'inattendu et imprévisible (Galvao de Melo, le candidat de pression du CDS, Vasco Gonçalves, contacté par le MES, Otelô Saraiva de Carvalho qui résiste mal aux sollicitations du MES, du PRP et de l'UDP) on aura une idée de la confusion régnante parmi les conseillers de la révolution. La stabilité de leur emploi n'est pas même garantie devant un éventuel remaniement auquel commencent à pousser les officiers de l'encadrement, mécontents de leur sort dans une armée, dont le 25 novembre n'a guère redoré le blason.

Les conciliabules n'ont certes pas encore dépassé le stade du « repas amical » pour se répandre sur la place publique. Cunhal, qui a publiquement blanchi Eanes de toute implication dans le complot spinoliste, et Soares qui assure : « qu'un militaire en même temps président de la République et président du Conseil de la révolution, c'est plus sûr », font tout pour laisser la porte ouverte à un arrangement de dernière heure, en comptant, pour le PS, sur ses positions électorales, et, pour le PCP, sur la monnaie d'échange de son appui conditionnel à un éventuel gouvernement du PS.

Mario Soares déclarait récemment (à Flama du 16 avril) : « S'il n'y avait pas un certain consensus entre les militaires, nous indiquerions un civil comme candidat à la présidence ». Eanes lui-même a dit que le prochain président serait peut-être un civil. Soares croit qu'un nom d'une majorité électorale relative, il pourra gouverner ou amener les travailleurs à la raison avec quelques phrases sur le socialisme, tout en tenant les militaires à distance dans leurs casernes, en leur donnant des garanties d'ordre et de fermeté. Eanes se conviait qu'il vaut mieux laisser dans ce cas la respon-

sabilité de la bataille aux civils et garder l'armée en réserve de la République pour le jour où elle pourra de nouveau apparaître comme l'ultime recours. Cunhal espère jouer des coudes entre les deux. Sa Carneiro et Freitas do Amaral se disent que les forces qu'ils canalisent contre la révolution ont déjà des amis fidèles à l'état-major et que cette situation ne pourra que s'améliorer après les élections. Tous, quelles que soient leurs espérances et leurs illusions, n'ont guère d'égard pour cet avenir de « paix et de stabilité » servi à forte dose de somnifère électoral depuis quelques semaines. La hiérarchie militaire craque sous toutes ses coutures dans l'uniforme mal taillé du 25 novembre. Mais il faut encore que la classe ouvrière lui taille ses galons en pièce, car ces généraux-là s'occupent beaucoup trop de ses affaires à sa place.

RHODESIE

Un troisième front contre Smith

Un troisième front va être ouvert au Nord-ouest du pays, le long du fleuve Zambeze, entre le lac Kariba et la zone touristique des chutes de Victoria. Il aura comme arrière la Zambie. Telle est l'une des décisions qui a été prise lors de la dernière réunion de Mputo entre les dirigeants politiques et militaires de Tanzanie, Zambie et Mozambique. Le premier front se trouve dans la région nord-orientale et le deuxième front doit être ouvert dans trois mois en Rhodésie méridionale à la lisière du Mozambique. A l'évidence, la multiplication des fronts vise à élargir la couverture militaire de Salisbury et lui poser de sérieux problèmes humains et logistiques. Ceci avant la prochaine saison des pluies.

Quant au gouvernement Smith, il a annoncé qu'il avait de « nouvelles propositions » à faire, permettant la reprise des tractations avec le leader modéré de l'ANC, Joshua Nkhomo. Ces propositions seraient de réhabiliter sous l'étiquette de ministres, des chefs tribaux, dans les domaines de l'instruction et de l'agriculture « africaine ». Autre proposition : l'accession plus facile des noirs aux services publics, à la police, aux forces armées. Mesures d'arrière-garde d'une minorité blanche qui se crispe de plus en plus sur elle-même. L'arrestation d'Enos Nkala, un des dirigeants modérés de l'ANC, interlocuteur de Smith le confirme.

Franck Tenaille



NOTES DE VOYAGE EN POLOGNE

de notre envoyé spécial Francis Dupain

L'OPPOSITION S'EXPRIME AUTOUR DE LA NOUVELLE CONSTITUTION

Les fêtes de Pâques ont donné l'occasion au cardinal Wysinski, d'exprimer publiquement son désaccord avec la politique du gouvernement en des termes très sévères. L'épiscopat, déçu par les résultats de son action contre la nouvelle constitution, s'est décidé à rendre public son opposition par une lettre pastorale lue dans toutes les églises. Ce « réveil » de l'Eglise polonaise après des années de « silence » relatif est un signe des tensions que connaît actuellement la société, du malaise profond que ressentent la classe ouvrière et l'intelligentsia en particulier, dont elle suit l'écho dans ce pays très catholique.

Nous commençons aujourd'hui la publication de trois reportages sur la Pologne.

Tous ceux qui s'intéressent de près ou de loin à la politique sont préoccupés par l'affaire de la nouvelle constitution. La première rédaction de cette constitution contenait en effet des articles qui avaient quelque peu échauffé les esprits. Ainsi, outre l'affirmation du rôle dirigeant du « parti », l'accent était mis sur l'amitié inconditionnelle avec l'URSS et la coexistence pacifique. Par ailleurs, un paragraphe consacré aux droits et aux devoirs des citoyens laissait entendre la perte des dits droits en cas de non-accomplissement des devoirs. Ces thèmes, proposés pour la première fois dans une constitution polonaise, ont provoqué de vives réactions.

Le premier appel, signé par 59 personnalités du monde intellectuel, s'en prenait à l'affirmation du rôle dirigeant du « parti » tout en demandant la garantie - dans le cadre de la constitution - des libertés suivantes : liberté de culte, du travail (droit de grève, indépendance réelle des syndicats) ; liberté de parole et d'information ; liberté de la recherche scientifique. Il semble que la première version de cet appel prévoyait également la liberté d'organisation, demande qui fut gommée du texte définitif. D'autres appels furent signés par quelques centaines d'universitaires et d'étudiants. Mais l'action la plus importante est une lettre ouverte au comité central du POUW qui, bien que signée par une cinquantaine de personnes, a permis pour la première fois depuis 56 la jonction entre travailleurs et intellectuels ; elle est originaire de ce vieux centre prolétarien qu'est Lodz. Malgré son aspect apparemment marginal, ce fait témoigne d'une politisation croissante du prolétariat polonais, mais aussi d'un saut qualitatif accompli par une partie de l'opposition intellectuelle vers la compréhension du rôle politique de la classe ouvrière. Il faut enfin mentionner une série de lettres envoyées par diverses personnalités dont la plus connue est celle du Professeur Bienkowski.

Si on a de fortes raisons de croire que « l'appel des 59 » avait avant tout pour but l'affirmation d'une certaine opposition libérale, il n'en a pas moins dépassé le projet politique initial de ses auteurs. En fait, il semble bien que la bureaucratie a été amenée à céder sur les formulations les

plus outrancières de la constitution sous la pression conjointe de l'appel des 59 et de l'intervention de Wysinski. Pourtant, il n'est pas inintéressant de faire état de bruits persistants selon lesquels le Bureau Politique du POUW se serait divisé lors de l'adoption de la première version et ne l'aurait adoptée qu'à une voix de majorité. Si cette rumeur s'avère exacte, on peut avoir de fortes raisons de croire que certains secteurs de la bureaucratie n'ont pas été totalement étrangers au déclenchement de cette campagne.

Malgré quelques modifications, le libéralisme du régime Gierek ne l'a pas empêché d'inscrire tous les signataires sur une liste noire, d'interdire à certains d'entre eux d'apparaître en public, à la presse de les mentionner. Sans parler de leurs livres subitement interdits par la censure... ; chacun est conscient que seule une petite minorité s'est sentie concernée. En province, dans certaines villes non universitaires en particulier, des milliers d'oppositionalistes n'étaient même pas au courant de ces initiatives. Que dire de la masse des travailleurs ! Même à Varsovie, ville où l'opposition a des traditions vivaces et a maintenu des contacts avec la classe ouvrière depuis 1956, cette dernière, dans sa majorité, ne s'est pas sentie concernée. « De toute façon ils (les dirigeants) violent leurs propres lois, alors peu importent les lois ! » entend-on souvent ; les plus politisés ajoutant : « peu importe la loi quand on a le rapport de force ». Nombre de travailleurs n'ont pas oublié les leçons de décembre 70-janvier 71. Les grèves, généralement de courte durée, sont fréquentes et éclatent d'autant plus facilement que les travailleurs ne considèrent pas, malgré la propagande officielle, cet Etat comme le leur. Les épithètes de « bourgeoisie rouge » reviennent souvent dans les conversations lorsqu'on parle de Gierek. Il est caractéristique qu'à l'occasion d'enterrements de travailleurs des centaines d'ouvriers aient entonné un vieux chant révolutionnaire polonais : « le drapeau rouge », qui commence par : notre sang est toujours versé par les bourreaux... La classe ouvrière semble retrouver peu à peu ses traditions de lutte (n'oublions pas qu'à une époque pas tellement éloignée, la grève avec occupation était appelée « grève polonaise » !)

LA CHINE DIX ANS APRES LA REVOLUTION CULTURELLE

Après le reportage de nos camarades de retour de Chine (Rouge du 13 au 17 avril), nous publions aujourd'hui un article de Daniel Bensaïd sur la révolution culturelle ainsi que des extraits d'« où va la Chine », texte du Chen Wu Lien (comité d'union des révolution-

naires prolétariens du Hounan) formé en octobre 1967. Pour clôturer cette série d'articles sur la Chine nous publierons demain un article faisant le point sur les luttes actuelles en Chine.

LA BUREAUCRATIE CHINOISE EST SORTIE RENFORCEE MAIS NON RETABLIE DE LA CRISE

suite de la première page

Le 5 janvier 1967, la Commune de Shanghai fut proclamée et célébrée comme l'héritière de la Commune de Paris. Deux jours plus tard cependant, ce baptême était désavoué par les autorités de Pékin. Et, dès le 24 janvier, la Commune disparaissait au profit d'un Comité révolutionnaire fondé sur la triple union de l'armée, des cadres réhabilités, et des « rebelles révolutionnaires ». Ces comités locaux se multiplièrent, les cadres et l'armée, souvent prédominante, incarnant en leur sein la continuité de l'appareil d'Etat.

Au bord de la guerre civile

Mais les débordements ne furent le seul fait des masses. La dynamique de l'affrontement provoqua une radicalisation au sein même de l'appareil. On peut considérer le groupe, chargé au début 67 de la direction de la Révolution culturelle, et connu sous le nom de Groupe du 16 Mai, comme l'expression de cette radicalisation. Après les incidents qui opposèrent, en juillet 67 à Wu Han, le chef militaire local à Wang Li (l'une des principales figures du 16 Mai), des éditoriaux du Drapeau Rouge et un discours de l'épouse de Mao, Mme Chiang Ching en personne, appelèrent à porter la contestation jusqu'au sein de l'armée et à s'emparer des armes, en lançant le mot d'ordre : « Attaquer avec des paroles et se défendre avec les armes à la main ». Dès lors le pays est au bord de la guerre civile ; des casernes et des stocks d'armes sont effectivement attaqués ; l'armée, dernier pilier de l'ordre étatique, est menacée dans son unité.

Le rétablissement de l'autorité

A l'issue de la tournée de Mao en province, au cours de l'été 67, la campagne de normalisation est amorcée, le groupe du 16 Mai écarté, et la « triple union » élargie à la « grande alliance », qui permet de récupérer 95 % des cadres repentis. Le déroulement du IX^e congrès, au printemps 69 marque un rétablissement de l'autorité de l'Etat, et du contrôle du Parti sur les organismes d'Etat. Le congrès va même plus loin et manifeste un profond souci d'assurer la continuité de l'appareil, puisqu'il introduit dans le préambule des statuts la désignation du successeur de Mao, « le camarade Lin Piao qui a toujours porté haut levé le grand drapeau rouge de la pensée de Mao Tse Toung ». Ce soin à assurer la relève témoigne de la fragilité des compromis au sein de l'appareil, plutôt que de la stabilité de l'équipe en place.

Une normalisation fragile

La normalisation se concrétise par le retour de la discipline dans les entreprises. Au cours de la révolution culturelle, l'éventail des salaires, qui avait atteint dans la période précédente des proportions allant de 1 à 40 est ramené à des rapports de 1 à 3.

Peu à peu, à partir des années 70 à 71, l'éventail des salaires va s'ouvrir à nouveau ; de sorte que, dans la bataille contre Teng, est réapparue en mars la revendication du rapport ne dépassant pas 1 à 3.

Si la normalisation touche les usines, elle ne peut effacer les effets des grandes mobilisations, l'éveil politique, certains réflexes antihierarchiques, dont il reste trace y compris sur le plan des institutions. Ainsi, la Charte d'Anshan (grand complexe industriel chinois du Nord-Est), élaborée par Mao en 1960, et directement opposée à celle du complexe métallurgique de Magnitogorsk en URSS, a été remise à l'ordre du jour en 1968. Or les points fondamentaux de cette charte consistent à « mettre la politique au poste de commandement » à s'appuyer sur les masses « à pratiquer la participation des ouvriers à la gestion et des cadres au travail manuel. Nous avons vu que de telles directives ne suffisent pas à autoriser une réelle démocratie ouvrière dans l'usine, notamment un contrôle des options générales du plan mais elles perpétuent une activité effective des masses et un lien entre elles et le Parti, qui se traduisent par un droit de regard et de contrôle confiné dans le domaine de l'entreprise ou de la localité, auquel échappent les décisions de politique générale réservées à la caste bureaucratique.

efficacité d'abord

En août 73, le dixième congrès du PCC, convoqué à la va-vite, presque clandestinement, et réunissant des délégués nommés (et non élus), sans apporter d'innovations politiques importantes a surtout enregistré des déplacements d'influence au sein de l'appareil. Tandis qu'est avalisé le limogeage de Lin Piao et de Chen Po Ta — qualifié dans le communiqué de

« membre principal de la clique anti-parti de Lin Piao, anti-communiste du Kuomintang, trotskyste, renégat, agent secret et révisionniste » — Teng Hsiao Ping réapparait au sommet de la hiérarchie.

Commentant la chute de Lin Piao, un responsable du Parti déclarait en 1972 : « Tout l'excessif doit tomber. Il faut revenir à la pratique et l'accent sera mis alors sur l'action efficace, sur la production, la science et la technologie » (Le Monde 1/8/72). Remarquable synthèse de ce qui devait, voici quelques semaines, être reproché aux tenants du « vent révisionniste de droite » représenté par Teng.

Au moment de la campagne contre Lin Piao et Confucius, le sinologue Lucien Bianco publiait dans Le Monde, en janvier 75, une série d'articles où il manifestait la crainte d'une dépolitisation des masses chinoises lassées par des campagnes dont elles ne sont que la force d'appoint et déçues par l'issue de la Révolution culturelle. C'est un aspect du problème. Mais il ne saurait être dissocié de l'autre résultat des secousses de 67 : la bureaucratie chinoise est sortie renforcée mais non rétablie de la crise. La personnalité de Mao peut maintenir un semblant de cohésion et de légitimité au sein de l'appareil, mais le timonier n'est pas éternel. Les manifestations qui ont suivi la chute de Teng ont, semble-t-il, manqué de spontanéité. Elles ont cependant été massives. Et les leçons de la Commune de Shanghai, les proclamations ardentes du Cheng Wu-Lien et autres groupes radicaux ne sont pas si loin derrière nous, qu'elles aient pu être oubliées.

Daniel Bensaïd



履历表汇编

DIRIGEANTS ATTAQUES PENDANT LA REVOLUTION CULTURELLE

On peut reconnaître, de gauche à droite :

- Wang Kuand Mei : femme de Liu Shao Chi qui tenta de freiner la révolution culturelle à l'université de Tsinghua.
- Peng Te Huai : mis à l'écart en août 1959 pour avoir critiqué le grand bond en avant.
- Liu Shao Chi : président de la république.
- Teng Hsiao Ping : secrétaire général du comité central.

Et de haut en bas :

- Tao Chu : conseiller modéré du groupe chargé de la révolution culturelle, destitué en janvier 1967.
- Peng Chen : maire de Pékin, destitué en mai 1966.

Extraits du manifeste du Grand Comité Révolutionnaire de la province de Hounan

...Pendant cette brève période de la tempête révolutionnaire de janvier, il s'opéra un transfert des mains des bureaucrates à celles de la classe ouvrière débordante d'enthousiasme. La société découvrit brusquement que, sans les bureaucrates, non seulement elle n'en continuait pas moins à vivre, mais qu'elle fonctionnait mieux, qu'elle se développait plus vite et plus librement...

Mieux encore, l'enthousiasme pour la production et l'esprit d'initiative de la classe ouvrière furent largement libérés. Le spectacle des ouvriers gérant eux-mêmes les usines à partir de la révolution de janvier était vraiment émouvant. Pour la première fois les ouvriers avaient le sentiment que « ce n'est pas l'Etat qui nous dirige, mais nous qui dirigeons l'Etat ». Pour la première fois ils avaient l'impression de travailler pour eux-mêmes... Telle est la nature réelle du changement de classe survenu pendant la révolution de janvier. Au cours de cette brève période on mit effectivement en pratique, quoique partiellement, les principes de la « Commune populaire de Chine ». La société se trouva dans une situation de « dictature des masses » analogues à celle de la Commune de Paris. La tempête révolutionnaire de janvier montra que la Chine marchait vers une société sans bureaucrates...

On peut voir aujourd'hui que le peuple révolutionnaire doit, pour vaincre la classe capitaliste toute armée, traverser une guerre civile révolutionnaire... Pendant une courte période, les villes se trouvèrent en état de « dictature des masses en armes »... Pour usurper les fruits de la victoire prolétarienne d'août dans les comités révolutionnaires et transformer une nouvelle fois la dictature des masses en « domination bureaucratique », la bourgeoisie devait avant tout désarmer la classe ouvrière. Les fusils aux mains de la classe ouvrière augmentaient infiniment son pouvoir, ils constituaient une menace fatale pour la bourgeoisie rendue craintive à la vue des ouvriers armés. A côté de sa haine spontanée des bureaucrates usurpateurs des fruits de la victoire, le peuple révolutionnaire lançait son slogan révolutionnaire retentissant « rendre nos fusils équivalant au suicide ! » et constituait spontanément un mouvement de masse national de « recel d'armes » afin de renverser par les armes la nouvelle bourgeoisie bureaucratique... Pendant le mouvement de vol d'armes, les masses, pour la première fois, ne reçurent pas les fusils comme une faveur accordée d'en haut mais les arrachèrent aux mains des bureaucrates en comptant sur leur propre force révolutionnaire : c'était la première fois que l'ouvrier empoignait son fusil. L'appel enthousiaste du président Mao : « armer la gauche » était l'expression concentrée de ce courage de la classe ouvrière. Mais la diffusion de l'ordre du 25 septembre transforma cet appel en un chiffon de papier.

L'organisation armée de la classe ouvrière fut dissoute, et les bureaucrates revinrent une nouvelle fois au pouvoir...

(Le Chen Wu Lien) est un organe de pouvoir de la dictature des masses d'un type supérieur à ceux de janvier et d'août. Il correspond aux soviets russes au temps où la révolution de février avait été confisquée par la bourgeoisie tandis que les comités préparatoires à la constitution des comités révolutionnaires provinciaux correspondent au gouvernement provisoire bourgeois... Le Chen Wu Lien est une pousse nouvellement germée comparable aux soviets.

Le nouveau courant de pensée (d'extrême-gauche), en dépit de son actuel manque de maturité et de son extrême faiblesse, finira par l'emporter sur les idées traditionnelles, apparemment puissantes, et sur la théorie décadente et putride d'une « seconde révolution ». Ceci est la tendance naturelle de l'évolution historique.

Finalement la réforme de la société a avorté et les transformations sociales n'ont été ni entreprises en profondeur, ni consolidées. L'« objectif » de la première grande Révolution culturelle n'a pas été atteint. Comme disent les masses : « Après tant d'efforts, rien n'a changé ».

Cela tient à ce qu'actuellement beaucoup conservent encore des illusions sur les bureaucrates. Nous estimons en réalité que 90 % des cadres supérieurs doivent être écartés et qu'au moins ils peuvent être l'objet d'une rééducation. Ils constituent déjà une classe décadente à part, poursuivant ses « propres intérêts ». De ce fait, leurs relations avec le peuple, qui étaient autrefois de dirigeants à dirigés se sont transformées en relations entre exploités et opprimés. La plupart d'entre eux aspirent consciemment ou non, à prendre la voie capitaliste, à protéger et à développer tout ce qui a trait au capitalisme.

Les futurs cadres seront des membres de la Commune ; ils ne jouiront d'aucun privilège. Au point de vue matériel, ils recevront les mêmes traitements que la masse du peuple et à tout moment pourront être remplacés selon la volonté du peuple.

La « Commune d'extrême-gauche » ne s'abaisse pas à dissimuler ses opinions et ses projets. Nous déclarons bien haut : « Notre but, qui est l'établissement de la « Commune populaire de Chine », ne peut être atteint que par le renversement violent de la dictature de la bourgeoisie et du système révisionniste imposés par les comités révolutionnaires ». Tremblez nouveaux bourgeois bureaucrates, devant la véritable révolution socialiste qui va ébranler le monde ! Les prolétaires n'y ont rien à perdre au cours de la lutte. Ils ont un monde à y gagner.

Demain il faudra regarder la Chine ; ce sera le monde de la « Commune » !
Vive le maoïsme !

Etudiants-lycéens

RASSEMBLEMENT ET MANIFESTATION NATIONALE

A PARIS LE 23 AVRIL

DANS LES LYCEES, MANIFESTATION PARISIENNE LE 22 RASSEMBLEMENT NATIONAL AVEC LES ETUDIANTS

La troisième coordination nationale étudiante qui s'est tenue à Toulouse le samedi 17 avril a rassemblé 96 centres universitaires. C'est donc la plus importante de toutes celles qui ont rythmé le mouvement étudiant. Et aussi la plus longue, puisque, commencée à 18 heures, ses débats se sont terminés à 11 heures le dimanche matin. Un premier débat a porté sur le bilan du Collectif national désigné à Amiens une semaine auparavant. Une minorité (65 voix) a estimé qu'il n'avait pas respecté ses mandats, qu'il ne s'était pas battu lors de sa rencontre avec les syndicats sur l'appel à la grève générale des universités. Des commissions de synthèse pour clarifier les divergen-

ces sur les perspectives du mouvement ont pu se tenir. Le second débat, dont nous rendons compte par ailleurs, a opposé les tenants de deux motions. La motion majoritaire a été votée par 196 voix contre 72 pour la seconde, 40 abstentions et 80 refus de vote. Ce dernier chiffre important illustre une des contradictions des coordinations nationales étudiantes : la nécessité de mener des débats décisifs pour l'avenir du mouvement, et en même temps le sentiment pour beaucoup d'inorganisés que ces débats tombent d'en haut, leur sont extérieurs. Nous y reviendrons. Par ailleurs une nouvelle coordination nationale étudiante aura lieu le 27 avril, à Paris.

La semaine qui commence aujourd'hui sera décisive dans les lycées et CET

Une coordination lycéenne parisienne a rassemblé les délégués de 78 lycées, dont plus d'une vingtaine en grève, le 16 avril. La participation aux initiatives du mouvement étudiant y a été décidée, et également la tenue de manifestations autonomes des lycées auxquels, au sein de leur propre cortège, les CET sont invités à se joindre. Le collectif élu lors de cette coordination propose de l'organiser le jeudi 22 avril, à la veille du rassemblement national étudiant, auquel les lycéens de toutes les villes participent. La manifestation lycéenne parisienne se tiendrait à 15 heures, le 22 avril, place de la Nation.



LE DEBAT DE TOULOUSE

Depuis le début de la grève, les principaux clivages qui traversaient les mobilisations opposaient l'UNEF-Renouveau et le reste du mouvement. A Toulouse, d'autres oppositions vives ont vu le jour : entre la motion n°1 (majoritaire) derrière laquelle se retrouvaient le PSU, l'UNEF-AJS, la Ligue et à laquelle s'est ralliée après des hésitations une partie de l'UNEF-Renouveau, et la motion n°2 regroupant notamment Révolution !, la GOP, l'Humanité Rouge, le PCR, divers maoïstes... Si une cartellisation aussi poussée n'est pas souhaitable et donne un aspect parfois parlementaire aux débats, il faut aussi comprendre que le mouvement qui se heurte de plein fouet au pouvoir dans une situation politique complexe, ne peut éviter de se « découper » suivant des oppositions qui renvoient à des clivages plus généraux.

Pour la motion majoritaire que nous publions aujourd'hui, l'essentiel était de se donner les moyens d'assurer l'épreuve de force nationale qui s'engage avec le pouvoir pour l'abrogation de la réforme Haby-Soisson. Epreuve de force qui dépasse largement le cadre des universités et qui ne peut être gagnée que si deux objectifs sont atteints : l'extension de la grève aux lycées et CET, obliger les syndicats enseignants et ouvriers à s'engager dans la bataille. Les initiatives locales, importantes pour « enraceriner » la grève et élargir le rapport de force doivent être des points d'appui pour cette épreuve de force nationale. De là, les objectifs proposés : le 21, journées locales et le 23 « montée » sur Paris. De là l'appel aux lycéens, ouvriers et enseignants et la recherche de l'unité sur la base de ce qui reste l'objectif essentiel de la grève : l'abrogation de la réforme. Sans pour autant mettre sous la table les positions propres du mouvement, notamment la bataille pour la grève générale des facs et du reste de l'Education nationale.

Pour les camarades de la motion 2, l'essentiel semble ailleurs. D'abord il y a une sous-estimation importante de l'épreuve de force engagée au plan national et donc des moyens à se donner pour la mener. La « montée » sur Paris devient quelque chose de secondaire, certains délégués défendant cette motion allant même jusqu'à s'y opposer ou expliquer qu'elle n'est utile que pour certaines facs, mais que pour le midi viticole, la Bretagne, Besançon, l'essen-

tiel est de se lier aux luttes locales. Il y a là, à partir d'exemples intéressants (projet de participation des facs de Toulouse, Montpellier, Perpignan à la grève générale du midi viticole), une généralisation hâtive de la possibilité de reproduire ce type d'initiative dans d'autres régions. C'est surtout développer une « vision localiste » de l'épreuve de force engagée et ne pas voir que l'essentiel est la centralisation des mobilisations contre le gouvernement au plan national, seule solution pour vaincre. Il est surprenant de voir certains privilégier les « journées d'action régionales » ! C'était plutôt les réformistes qui nous avaient habitués à ce genre de tactique !

De même pour les tenants de la motion 2, l'essentiel est « jonction à la base » avec les travailleurs en lutte et un appel du bout des lèvres aux syndicats ouvriers. Du bout des lèvres, car au lieu de rechercher l'unité d'action sur l'abrogation de la réforme Soisson, tout en préservant bien sur l'autonomie du mouvement étudiant, de conditions telles sont mises à la réalisation de cette unité d'action avec les syndicats qu'il faudrait que Maire et Séguy deviennent soudain révolutionnaires pour qu'elle puisse se réaliser.

Les camarades de la motion 2 ont souvent reproché aux autres d'être « apolitiques » comme si se donner tous les moyens pour assumer l'épreuve de force engagée avec le pouvoir n'était pas, du point de vue des révolutionnaires, faire de la politique ! La dynamique de la grève générale étudiante, même sur un objectif limité comme l'abrogation de la réforme, a beaucoup plus de portée que certaines proclamations radicales votées dans les assemblées générales.

Le bilan critique à faire des camarades qui ont soutenu la motion majoritaire est ailleurs : de n'avoir pas été capable d'impulser à cette coordination le débat sur les plateformes de revendications et les axes de lutte contre l'Ecole de classe. La chose était certes difficile. Mais du coup, certains délégués ont pu avoir l'impression, à juste titre, qu'il n'était pas répondu à de nombreuses questions soulevées dans les assemblées générales et les commissions au cours de la grève active. En débatte dans la semaine qui s'ouvre n'en est que plus important.

A. Artous

Appel de la Coordination étudiante (extraits)

1- Les enjeux de la coordination nationale d'Amiens étaient de deux ordres : il fallait discuter de nos revendications et du mouvement étudiant dont nous avons besoin pour gagner. La coordination a appelé à la grève générale des universités dès le lundi 12, pour l'abrogation de la réforme du second cycle et s'est dotée pour cela dans la perspective de la manifestation du 15 avril d'un collectif national provisoire (...). Cependant les débats importants sur nos revendications sur les examens, n'ont pu avoir lieu et nous le regrettons.

2- A l'appel d'Amiens, la grève s'est développée partout à Paris et en province. De nouvelles facultés ont rejoint le mouvement. Certaines, comme à Rennes, qui avaient repris les cours se sont de nouveau jointes à un mouvement de grève mais, jusqu'aujourd'hui, le SNESup n'a pas encore appelé à la grève générale des universités. Plus que jamais, la volonté d'union des étudiants et enseignants se fait sentir à tous en AG. Nous réaffirmons notre appel aux organisations ouvrières et enseignantes pour qu'elles appellent à la grève générale de l'éducation nationale. Dans cette situation, les déclarations, mardi, de Saunier-Seïté, sont celles d'un gouvernement en plein désarroi. Ces manœuvres du pouvoir, nous ne pouvons les interpréter que comme, à la fois un signe de faiblesse, et une tentative de division des étudiants. En effet, en proposant de surseoir à l'application de la réforme, Saunier-Seïté s'adresse à ceux qui seraient susceptibles de se contenter d'amender la réforme. Les étudiants considèrent que ces manœuvres, bien au contraire, sont un encouragement à durcir la lutte pour l'abrogation de la réforme. Le mouvement doit donc se doter de moyens aptes à centraliser la lutte et à offrir de nouvelles perspectives nationales.

3- Au niveau régional, à l'exemple de camarades de Toulouse, il est nécessaire que se mettent en place des coordinations permanentes de comités de grève. Ainsi pourraient être organisées toutes formes d'action communes (manifestations, meetings, forums de luttes, initiatives sur l'emploi...) par les comités de grève et non par les organisations.

4- Nationalement, nous devons centraliser et homogénéiser notre lutte. Un cahier de revendications nationales du mouvement doit être établi. Un comité central de grève, émanant de l'ensemble des comités de grève, exécutif du mouvement sera élu et mandaté impérativement pour la réalisation d'un bulletin national des comités de grève réunissant les motions, les textes et débats transmis par les assemblées générales. Il faut la semaine prochaine que les étudiants centralisent nationalement leur combat avec les enseignants, lycéens... sur le terrain de la grève générale réalisée ; dans ce sens, un rassemblement et une manifestation nationale des étudiants enseignants, lycéens, collégiens, et personnels, dans la perspective de la grève générale de l'éducation nationale, serait un pas très important.

5- Dès mardi 20 avril, la grève générale doit se poursuivre.
- Le 21 ne sera pas une journée facs-mortes. La popularisation de la grève et la protestation contre la violence policière doit continuer.

- Le 23, Forum national des luttes et manifestation nationale à Paris. Appel aux organisations syndicales.

6- La coordination de Toulouse soumet aux AG, une plate-forme de revendications offensives qui sera discutée avec les travailleurs.

- Réalisons complètement la grève générale des universités pour l'abrogation de la réforme et celle du décret Soisson concernant les étudiants étrangers.
- Pas de compromis. Poursuite de toutes les formes d'actions décidées en AG.

- Facs ouvertes aux travailleurs sans condition de diplômes.
- Reconnaissance comme chômeurs de toutes personnes cherchant un emploi et n'ayant pas encore travaillé.

- En ce qui concerne les examens :

- Validation du contrôle continu, validation immédiate des UV.
- Face au chantage à l'examen terminal, copies collectives ou oraux collectifs.

- Contrôle des enseignants et des étudiants sur le contenu de cette copie collective ou sur les sujets.

- Non à la main-mise patronale

- Abrogation totale de la réforme

- Un emploi pour tous, et garantie de l'emploi au niveau de la qualification acquise

- Pour une formation générale critique

- Prise en compte effective de la situation particulière des étudiants salariés

- Abrogation de la circulaire Soissons sur le nombre des étudiants étrangers (10 %, droit de travail et droit syndical).

- Blocage du loyer des cités Universitaires, abrogation des hausses du CROUS

- Titularisation des vacataires

- Non aux CFM

- Abrogation des décrets Haby

- Ouvertures des facultés aux non-bacheliers

- Filière unique de formation des maîtres

- Droit à la formation unique, polyvalente et publique

Appel de la coordination lycéenne parisienne

Les lycéens unis ont commencé à se mobiliser contre la réforme Haby, qui accentue la sélection, renforce le chômage, accroît la main mise du patronat sur l'Ecole.

1. Après le succès de la journée d'action du 15 avril (...) la coordination appelle à l'extension de la lutte vers la grève générale des lycées pour l'abrogation des décrets Haby-Soisson, pour exprimer à un niveau central nos revendications. Cette proposition doit être discutée dans les assemblées générales à partir du mardi 20 avril (...)

2 (...) Nous devons, comme cela a été fait le 15 réaliser l'unité de tous les lycéens, étudiants, collégiens, enseignants et de leurs organisations. Dans les lycées où il n'y a pas de grève, nous proposons la mise en place de Comités unitaires de mobilisation contre la réforme Haby-Soisson.

3. Etant donné l'ampleur croissante du mouvement dans les lycées de Paris et de province, la coordination parisienne propose à l'ensemble des villes et des lycées la tenue d'une rencontre nationale d'échange d'expériences, de discussion des perspectives, de débats, de centralisation des plates-formes et cahiers de revendications. Si la coordination nationale étudiante de Toulouse décide d'un rassemblement national étudiant à Paris, nous appelons l'ensemble des lycéens à s'y associer, ainsi que les CET et les enseignants, afin d'en faire une manifestation nationale de toute l'Education nationale. La rencontre nationale se tiendra dans ce cas la même journée. Cela rentre directement dans le cadre de la préparation de la grève générale de l'Education nationale. D'autre part, il serait nécessaire de profiter de cette montée pour tenir une coordination nationale lycéenne.

4. Une coordination parisienne se tenant le 21 avril devra faire le point sur la mobilisation, préparer cette rencontre nationale, discuter des revendications et plates-formes.

5. Des décisions de campagne doivent être prises au moins sur :
- l'organisation de 10% sauvages contrôlés par les élèves, en lien avec les enseignants, les jeunes travailleurs et habitants des quartiers.

- la tenue d'initiatives communes dans les quartiers entre comités lycéens, étudiants, CET, organisations enseignantes, syndicales, paysannes et structures de lutte des travailleurs sur : Ecole et formation, emploi et chômage, jonction des luttes.

- pour des conseils de classe publics, en avançant comme objectif le refus de toute exclusion, de tout vidage, quel qu'en soit le prétexte. Cette question doit être approfondie (...)

6. La coordination se prononce contre l'apparition de banderoles UNCAL en tête de manifestation.

7. La coordination affirme son entière solidarité avec nos camarades collégiens en butte à la répression (...).

« Inorganisés » ou organisés pour la provoc ?

« Sur le parcours, ils ont bien laissé leur patte chez les marchands d'art de la rue des St-Pères, dans les rangs du service d'ordre de l'AJS dont ils n'apprécient pas les « manches de pioche ou les surins au calibre » et qu'ils chargent aux cris de « AJS-SS » c'est clair. Ils préfèrent « se battre avec eux que de passer trois heures à crier des conneries encadrées de magouilleurs de tout accabit ». Les études ils s'en foutent éperdument (...) Leurs mots d'ordre « cours pillard le service d'or-

dre est derrière toi », « faisons respecter le bordel » (...) S'il y a un mouvement qui a besoin de quelques débordements, c'est bien celui-là, corseté dans ces revendications et amorphe face aux provocations multipliées par la police. Et finalement merci à ceux, les « inorganisés », les « enragés » et autres « irresponsables » d'avoir sorti cette manif et ce mouvement de sa tristesse congénitale ».

C'est J.P.G. qui a écrit ces lignes dans Libération du 17 avril. En effet,

ils n'étaient « pas tristes » ceux qui le 15 avril ont attaqué les premiers rangs de la manifestation étudiante à coup de barres de fer, pas tristes quand ils ont détruit la camionnette sono prêtée au mouvement par le PSU, pas tristes quand ils n'étaient plus là quelques minutes avant la charge policière, entre les flics et le détesté service d'ordre étudiant qui essuya coups de bidule et grenades à tir tendu.

En fait cela n'est pas drôle. Que des rédacteurs de Libé pensent que le

seul espoir du mouvement étudiant est dans la remise en cause des organisations qui y militent, c'est leur droit le plus élémentaire. Mais à la condition de respecter certaines limites et de ne pas cacher ce que tout le monde sait, ce que toutes les tendances présentes dans le mouvement admettent, ce qu'aucun délégué inorganisé de la coordination de Toulouse n'aurait nié. C'est à dire : qu'il y eut le 15 à Paris des provocations « à l'italienne », que certains

fascistes furent reconnus dans les groupes qui attaquèrent la manifestation, que ces individus n'avaient rien à voir avec de quelconques inorganisés participant au mouvement, comme il en existe évidemment beaucoup, mais qu'ils étaient clairement organisés (consciemment ou manipulation à l'appui) dans un but : attaquer le mouvement étudiant, favoriser la tâche de la police et ne s'en prendre aucunement au pouvoir et à ses casseurs assermentés.

Tours

UNE ERREUR ENCORE EVITABLE

Y aura-t-il trois candidatures d'extrême-gauche lors de la « législative » partielle de Tours, le 9 mai prochain ? Ce pourrait être hélas, l'aboutissement de deux semaines de négociations où le sectarisme des uns n'a eu d'égal que l'opportunisme des autres.

L'enjeu était pourtant facile à comprendre. Prenant une signification particulière, à peine deux mois après les cantonales, cette élection constituera, bien évidemment, un test d'envergure nationale. Tremplin pour l'ensemble des partis politiques — Georges Marchais, François Mitterrand, et plusieurs leaders de la majorité sont déjà annoncés — avant les municipales de l'année prochaine.

Dès lors, il était nécessaire de rechercher les conditions d'une unité possible entre les différents groupes d'extrême-gauche. Pour faire apparaître une force conséquente à gauche de l'Union de la Gauche et ouvrir une autre perspective que le Programme commun aux luttes contre le gouvernement minoritaire Giscard-Chirac.

A Tours même, nous avons donc

pris l'initiative d'une réunion unitaire pour discuter d'une telle perspective (Rouge du lundi 12 avril). Immédiatement, Lutte Ouvrière a refusé toute discussion et décidé de présenter son propre candidat. Nous avons ensuite recommencé nos démarches au niveau national : le PSU proposait comme symbole face à Royer-la-vertu, la candidature d'une avocate militante du MLAC. Nous demandions simplement que soit inclus dans son programme électoral une phrase de dénonciation du Programme commun et de la politique attentiste des partis réformistes. C'était trop, semble-t-il, pour le PSU qui refusait catégoriquement. Le représentant de la GOP et de Révolution ! souscrivait à ce refus.

Nous étions alors réduits à l'alternative suivante : soit nous rallier à une candidature sympathique mais sans référence aucune à une stratégie politique ; soit présenter nous-mêmes un candidat et rajouter à la confusion. Le choix était malheureusement inévitable. Et nous considérons que la présence de trois

candidats d'extrême-gauche (Daniel Vitry, cheminot, pour L.O., Frédéric Castello, ouvrier métallurgiste, pour la LCR, Mérija Surduts, avocate militante du MLAC « soutenue par le PSU et Révolution ! ») est une lourde erreur et ne contribuera guère à rallier les militants d'avant-garde pleins de défiance à l'égard de l'Union de la Gauche.

Lutte Ouvrière dans son numéro du 17 avril, nous reproche notre soutien éventuel à la candidature du MLAC. C'est un bien mauvais procès quand on sait la façon dont les négociations se sont terminées, mais surtout quand on a vu le sectarisme de nos camarades face à nos propositions unitaires. Mais LO n'a-t-elle pas « pour politique d'être présente dans toutes les élections législatives partielles » sans autre forme de commentaire ?

Quant à Révolution ! leur opposition à toute attaque contre le Programme commun et leur soutien à un programme électoral qui n'y fait aucune allusion, amorce-t-il un tournant comparable à celui du PSU ? Ce serait pour le moins paradoxal vu la manière dont



Une pose de Jean Royer (Lebrun)

Révolution ! a réagi à la dernière direction politique nationale du PSU (Rouge du mercredi 14 avril).

Tout espoir est-il perdu ? Nous continuons à penser que l'unité était possible autour d'une base minimum d'accord par rapport à l'Union de la Gauche ; et que cette unité est indispensable dans une telle confrontation politique. Si nos camarades ne reviennent pas sur leur position,

nous poursuivrons, néanmoins, la bataille unitaire autour de la campagne de notre camarade Frédéric Castello.

Pierre Julien

(1) La principale force d'extrême-gauche sur la ville est la LCR. Le PSU et LO disposent de petits groupes. Révolution ! est inexistant.

Achetez Rouge tous les jours dans le même kiosque

notes politiques

LE PSU EN FETE A BLOIS

Samedi 24 avril, à partir de 15 h, fête régionale du PSU à Blois, toute l'après-midi et en soirée, salle de la Samda avec la participation de : Michel Mousel et des groupes Imago et Nobel Richeux.

Entrée : 15 F pour tous
Gratuit avec garde pour les enfants jusqu'à 12ans. Buffet.

Pour tous renseignements adresser à :
J. Jeanjean, 7, impasse de l'Islette 41100 Vendôme. Tel : 77.33.86

AU SECRET

« Pas l'ombre d'une preuve pour ce nouvel inculpé, seulement l'impression d'un juge » dénoncent dans un communiqué les camarades de Bernard Réglat qui, dans le cadre d'une enquête menée contre les « Groupes d'action révolutionnaires internationalistes » (GARI) a été arrêté à Toulouse. Arrestation d'autant plus étonnante que Réglat était le gérant de l'imprimerie 34 plastiquée quelques jours auparavant et que les plastiqueurs, eux, courent toujours. De là à penser qu'il y a de la manipulation dans l'air...

Réglat est à la Santé, maintenu au secret, mais on peut lui écrire : écrou n° 183 716, cellule 127, bloc D, Maison d'arrêt de la Santé, 75014 Paris.

ATTENTION

Le camarade qui a apporté la photo du lycéen blessé par la police que nous avons publiée dans notre édition du samedi 17 avril (1ère page), doit prendre d'urgence contact avec nous.

LIBRES PROPOS

A PROPOS DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT par Roger Garaudy

« On ne peut qualifier de dictature du prolétariat ce que nous proposons aux travailleurs, à notre peuple », déclarait Marchais au XXI^e Congrès du PCF. Mais jamais et pour personne, la dictature n'a été un but. Même pas pour la bourgeoisie ! Elle n'a eu recours au fascisme que lorsqu'elle ne pouvait plus maintenir le capitalisme par d'autres moyens. La soi-disant « démocratie libérale » par exemple. Il en a été de même pour les classes montantes : pendant la Révolution française la Convention avait voté la Constitution la plus « démocratique » qui soit : celle de 93. Mais en même temps commençait la dictature jacobine. Pourquoi ? Parce qu'en face de la contre-révolution armée en Vendée et de l'intervention étrangère, il n'y avait plus d'autre moyen qu'une extrême concentration du pouvoir et la dictature de Robespierre pour sauver les conquêtes sociales, politiques et humaines de la Révolution.

De même, au lendemain de la Révolution socialiste d'Octobre, Lénine et Trotsky créent les organes d'une véritable démocratie pour les travailleurs : une véritable démocratie directe avec les Conseils (soviets) d'ouvriers, de paysans, de soldats, qui, sur le modèle de la Commune de Paris, sont à la fois délibérants et agissants. Le Contrôle ouvrier, même transitoire, ouvrait la voie à une gestion ouvrière des entreprises (nous dirions aujourd'hui : à une autogestion), le système coopératif, conçu par Lénine, était une voie pour amener la paysannerie russe (qui représentait la grande majorité du peuple) au socialisme.

Au même moment, le parti bolchévique établit une dictature du prolétariat. Pourquoi ? Parce qu'une fois encore (comme en 1793 pour la révolution bourgeoise) la contre-révolution armée et l'intervention étrangère de 14 pays capitalistes, fit du premier Etat socialiste une forteresse assiégée et que, devant une telle agression, il n'y a pas d'autre moyen qu'une extrême concentration du pouvoir et la dictature du prolétariat pour sauver les conquêtes sociales, politiques, humaines de la révolution.

Il est donc absurde d'opposer démocratie socialiste (qui est notre but à tous) et dictature du prolétariat (qui est un moyen pour venir à bout d'une contre-révolution).

Disons clairement : la dictature du prolétariat, c'est la forme que prend nécessairement la démocratie socialiste face à une agression armée de la contre-révolution intérieure ou extérieure.

« La dictature évoque la négation de la démocratie. », poursuit Marchais ; elle fait penser, dit-il, à Hitler, à Mussolini, à Salazar, à Franco. Mais il ne s'agit pas de dictature en général, mais de dictature du prolétariat. Et celle-là, celui qui l'a discréditée aux yeux des masses, c'est Staline, et ses successeurs. Puisque Marchais essaye de « rassurer », au lieu de brader les principes, il fallait dire clairement : le régime actuellement existant en Union Soviétique, depuis Staline et jusqu'à aujourd'hui, n'est pas une dictature du prolétariat. C'est une dictature exercée par une bureaucratie sur le prolétariat et l'ensemble des peuples soviétiques. Ce que l'on peut reprocher de plus grave aux dirigeants soviétiques, c'est précisément de n'avoir pas fait une dictature du prolétariat qui eut acheminé vers une véritable démocratie socialiste. Le système soviétique actuel, qui n'est pas le capitalisme, mais qui n'est pas non plus le socialisme, est fondé sur le principe (valable passagèrement pour une lutte minoritaire et clandestine comme celle que menaient Lénine et les bolchéviques en 1902) que la conscience doit être apportée « du dehors » et d'en haut aux masses. C'est la justification, sous prétexte de « parti dirigeant », (comme le redit Marchais) de la dictature des bureaucrates qui détiennent « la

science », la vérité absolue, et qui s'attribuent par là le droit d'envahir la Tchécoslovaquie lorsqu'elle met en cause le despotisme de la bureaucratie, ou d'envoyer en déportation ou à l'hôpital psychiatrique « l'ennemi » ou le « fou » qui ose contester le système.

Ce ne sont pas des erreurs, comme le prétendent Marchais ou Kanapa dans leurs indignations vertueuses. C'est la logique interne au système. Et si l'on veut convaincre que l'on ne commettra pas, en France, ces « erreurs », c'est le système soviétique en son principe qu'il faut mettre en cause.

Même braderie lorsque Marchais ajoute : « Le prolétariat évoque le cœur de la classe ouvrière. Il ne représente pas la totalité de celle-ci ni l'ensemble des travailleurs ».

Mais jamais Marx n'a défini le prolétariat de façon étroite. Il ne l'a jamais réduit aux seuls travailleurs manuels ; le prolétaire c'est celui qui ne possède pas ses instruments de travail, et qui crée de la plus-value pour le capitaliste. Marx, dans « Le Capital », y incluait même certains ingénieurs.

Bien sûr aujourd'hui, le « prolétariat » n'est pas seul. D'autres couches sociales, engendrées par le développement technique, (techniciens, cadres, ingénieurs, maintes catégories d'intellectuels et d'étudiants, de fonctionnaires) peuvent prendre avec lui conscience de la communauté de leur visée historique : le socialisme. C'est cela que j'appelais — après Gramsci, mais dans un sens différent — le « bloc historique nouveau ». Sur cette base de principe peut se constituer une unité de travailleurs manuels et intellectuels largement majoritaire dans notre pays.

Mais ce n'est pas ce que préconise Marchais : sous prétexte d'unir « le peuple de France » contre 30 « méchants », on baptise « rassemblement anti-impérialiste » une coalition hétéroclite de mécontents : « Mécontents votez pour nous ! » ; un « cartel des nons » peut à la rigueur renverser un gouvernement, mais non construire l'avenir.

Défendons la petite et moyenne entreprise. Défendons « Concorde » le gadget ruineux, le joujou pour quelques PDG, dans lequel on a investi, à fonds perdus des sommes fabuleuses avec lesquelles on aurait pu transformer radicalement les transports en commun pour des millions de travailleurs avec une percée scientifique beaucoup plus grande et une création d'emplois infiniment plus nombreuse. La démagogie conduit à reprendre les démarches les plus réactionnaires, celle de Maurras : « Tout ce qui est national est nôtre ! ».

Dans cette voie, Marchais est le fossoyeur du PCF. Il a réalisé cette prouesse : pour la première fois depuis trente ans dans une élection le PCF a recueilli moins de voix que le PS !

Je parle de cette évolution avec véhémence car j'enrage d'entendre parfois : le PCF s'engage dans la voie que vous préconisiez lors de votre exclusion ! Cette orientation est exactement à l'inverse de ce que je proposais et de ce que je propose encore, en dehors du jeu politique traditionnel, dans mon livre « Le projet Espérance », non comme un programme, mais comme une hypothèse de travail à discuter largement : comment des militants peuvent-ils jouer un rôle non pas dirigeant, mais un rôle d'éducateurs, d'éveilleurs des initiatives de la base pour que celle-ci conçoive et réalise un socialisme qui ne soit pas seulement « pour » le peuple, mais « par » le peuple ?

Tel est je crois, si nous ne voulons pas revenir à un quelconque variante du stalinisme, le problème fondamental.

R. Garaudy

SONACOTRA : APRES LA RAFLE...

Devant la multiplication des protestations après la rafle des délégués immigrés de vendredi, Poniatowski cherche à se justifier. Ils étaient, explique-t-il « coupables d'actions illégales de nature à troubler l'ordre public ».

Et le voilà qui déterre des « faits », dont la plupart remontent à plus d'un an. Revendiquer la liberté dans les foyers et une diminution des loyers, voyez-vous, c'est troubler son « ordre », celui des chambres surpeuplées et des règlements policiers... C'est au nom de cet « ordre » qu'on renoue avec les vieilles méthodes des ratonnades : crachats au visage, injures racistes, mains dans le dos avec les menottes.

Mais tout cela fait du bruit : après les communiqués de la CGT et de la CFDT, c'est le syndicat de la Magistrature qui « s'indigne de la façon dont il est aujourd'hui porté atteinte aux libertés des travailleurs en lutte pour faire aboutir leurs revendications ». Jusqu'aux évêques de St Denis et de Nanterre qui marquent leur désaccord.

Pour autant le Prince ne rentre pas ses griffes. Sa police continue à traquer les délégués des foyers, allant jusqu'à les arrêter sur leur lieu de travail, comme cela s'est fait à Bagnolet.

face à cette violente attaque, les grévistes et le comité de coordination ne baissent pas les bras. Des manifestations ont eu lieu ce week-end à Nanterre, à St Denis. Pour leurs revendications et pour le retour des expulsés.

Aujourd'hui l'unité doit se faire autour d'eux. De ce point de vue, on peut s'interroger sur l'attitude du PCF. Pourquoi ne parle-t-il pas dans l'Humanité de la plate-forme de lutte des grévistes, et ne mentionne-t-il pas l'existence du comité de coordination, direction démocratiquement élue de la grève ? Pourquoi jette-t-il l'exclusive sur les comités de soutien et la solidarité des révolutionnaires, alors qu'il monte en épingle le communiqué du groupuscule bourgeois Front Progressiste ? Pourquoi appelle-t-il seul à une manifestation mardi à Saint Denis sur des mots d'ordre qui ne sont pas ceux des résidents ? A Bagnolet pourtant, le PCF et la JC ont signé un tract commun avec le comité des résidents du foyer pour la reconnaissance du comité de coordination. Alors...

La coordination des foyers appelle à une manifestation samedi 24 avril à Barbès. Pour leurs revendications et le retour des frères expulsés. Les grévistes souhaitent que leurs camarades français soient nombreux à leur côté.

Joseph Cabrol.

« ON VEUT NOUS EXPULSER ; NOUS DISONNONS NON ! ET NOUS CONTINUONS A LUTTER »

Interview d'un délégué gréviste du foyer de Garges

• Comment votre grève s'est elle mise sur pied ?

• Elle s'est faite démocratiquement. Chaque foyer a élu en assemblée générale un comité de résidents. Ceux-ci se sont réunis, et cela a donné le comité de coordination ; c'est lui qui représente la grève et nous refusons qu'une autre organisation négocie à notre place.

• Est-ce que la coexistence de plus de 15 nationalités différentes a posé beaucoup de problèmes ?

• Oui, avant il y avait de la division, et la Sonacotra jouait là-dessus. Par exemple au foyer de Villejuif, entre Maliens et Algériens, ou dans mon foyer, où 15 jours avant le début de la grève, il y avait eu une bagarre qui avait fait un mort. Mais depuis le début de la grève, on a fait un énorme travail là-dessus et tous les gens ont pris conscience de ce que la division entre nationalités était une arme efficace pour la Sonacotra. Les grévistes ont démontré ce qu'était la division et à qui elle profite.

• Comment la répression a-t-elle été ressentie par les grévistes ?

• L'ensemble des camarades ne croyait pas que la Sonacotra commettrait une telle erreur. Elle croyait qu'en frappant fort, tous allaient baisser les bras. Or, au contraire, ça ne fait que renforcer la lutte. Maintenant, il y a une prise de conscience dans l'immigration (des jeunes enfants ont manifesté à Barbès quand ils ont appris la

nouvelle de l'expulsion). Aussi on veut nous expulser. Nous disons : non. Et nous continuons à lutter.

• Comment allez-vous continuer votre lutte ?

• Tout dépend de la manifestation de samedi prochain, qui aura lieu à

14 heures, de Barbès au Père Lachaise. Si la manif réussit, comme la meeting avait réussi, cela poussera la Sonacotra à céder sur nos revendications ; au meeting, nous avons senti une grande absence des camarades français : ce serait une bonne chose s'il y avait une présence importante de français à la manifestation.

NOS REVENDICATIONS

Notre lutte s'articule autour de 3 revendications principales :

1) Baisse des loyers de 100 F par mois, une chambre de 6m². Nous estimons que les loyers actuels ne sont pas justifiés et que si la SONACOTRA est en déficit, ce n'est pas aux travailleurs émigrés à payer ce déficit, ni à financer de nouveaux foyers.

2) La reconnaissance des droits et des libertés élémentaires à l'intérieur des foyers.

Le règlement intérieur établi par le Comité des résidents réclame entre autres :

- le droit de recevoir des visites à n'importe quelle heure, sans différence de sexe ;
- le droit de réunion (quel que soit le sujet de la réunion)
- le droit de manifestation
- le droit de passer des films, de faire librement des débats et des discussions, d'avoir les activités culturelles désirées.

(voir annexe)

Nous réclamons en outre, la suppression des gérants et leur remplacement par des concierges ayant seulement des tâches d'entretien.

3) L'obtention du statut de locataire et non de résident

Ceci est fondamental car, actuellement, les résidents n'ont aucune sécurité sur le plan juridique ; comme dans les foyers de jeunes travailleurs, nous demandons le statut légitime de locataire.

4) La reconnaissance des délégués élus et du Comité de coordination qui les regroupe.

Le comité de coordination des foyers SONACOTRA en grève.

A paraître

Le prochain numéro du « Cri des murs » spécial grève des foyers Sonacotra. Au sommaire :

- où sont les disparus ?
- la loi n'existe plus !
- aujourd'hui s'opposer à l'Etat, c'est une atteinte à la sûreté de l'Etat !

Travailleurs mauriciens : une délégation du Mouvement des travailleurs mauriciens en France a été reçue à l'ambassade de l'Ile Maurice à Paris. La délégation a demandé « que tous les sans-papiers reçoivent une carte de travail et une carte de séjour sans être soumis à l'obligation du contrat d'un an » Elle a exprimé son inquiétude après l'expulsion de 175 Pakistanais : « ces expulsions visant à intimider les travailleurs immigrés dans leur lutte pour la défense de leurs droits. » (AFP).

« Négocié foyer par foyer ? Ça fait un an qu'on se bat contre ça ! »

Dimanche matin, le marché de Bagnolet. Après l'intervention de la police sur leur foyer, les résidents sont venus là pour appeler la population à les soutenir contre la répression. Un tract unitaire a été sorti. Il est signé par le comité des résidents, la municipalité, le Comité des travailleurs algériens, l'Association des Marocains en France, le Comité Français immigrés, la CGT, la CFDT, le PS, le PC, les JC.

C'est le dimanche de Pâques. Les gens pensent surtout aux fêtes. Pourtant, ils prennent les tracts avec sympathie. La plupart sont peu ou pas informés. Quand ils apprennent ce qui s'est passé, ils réagissent : « C'est incroyable, la répression qu'il y a en ce moment », « Ils sont devenus complètement fous... ».

Le PCF est venu en masse. Une dizaine de ses militants sont là. Pas un

seul ne diffuse le tract unitaire. Ils distribuent un tract rose du PCF qui préconise la négociation foyer par foyer, et se termine par... un bulletin d'adhésion.

Les réactions ne tardent pas : « C'est un vrai scandale » s'écrie un résident après l'avoir lu : « négocié foyer par foyer ? Ça fait un an qu'on se bat contre ça ! Et vous, vous le mettez dans votre tract ». Les militants du PC sont un peu gênés ; d'autant plus que le tract unitaire, qu'ils ont signé, se prononce pour la « reconnaissance officielle » du « comité de coordination représentatif de l'ensemble des foyers » et pour l'« ouverture de négociations véritables » entre la Sonacotra et le Comité de coordination.

Est-ce avec de telles pratiques qu'on renforcera le mouvement des immigrés ?

UNE LETTRE D'AMADOU DIALO :

« J'AI PU ECHAPPER A LA RAFLE... »

Amadou Dialo était délégué du foyer de Bagnolet. Le jour de la rafle policière il a réussi à s'échapper. Nous publions ici la lettre qu'il a envoyée à Michèle Bolivar, son avocate.

Cher maître,

J'ai pu échapper à la rafle. Je refuse d'être réexpédié chez moi au Sénégal comme du bétail. Je suis actuellement logé par de nombreux amis. Je vous demande de vous renseigner sur ce qui m'est reproché.

Je n'ai commis aucun délit en France, et pourtant mon expulsion signifierait à mon arrivée au Sénégal l'interne-ment à l'île de Gorée.

Mes camarades, délégués comme moi, expulsés ou menacés d'expulsion comme moi n'ont fait que mener une grève contre des loyers excessifs et un règlement intérieur répressif. Je vous demande de tout mettre en œuvre pour assurer ma sécurité et celle de mes camarades et d'employer tous les moyens juridiques pour faire annuler cette expulsion arbitraire.

Je vous remercie d'avance.
Amadou Dialo

QU'EST DEVENUE RIDA BOUYA ?

Télégramme à Poniatowski

Proteste contre refus obstiné de vos services donner nouvelles Rida Bouya enlevé le 16 par la police dans la résidence universitaire de Nanterre. Vous demandez autoriser enfin vos services dire où il se trouve et en quel état.

Michèle Bolivar, avocate.

MIDI VITICOLE

LA CHASSES AUX OUVRIERS IMMIGRES CONTINUE

Le 24 mars, quatre ouvriers agricoles marocains étaient interpellés et amenés sous escorte à la gendarmerie d'Agde pour y être interrogés sur leurs activités syndicales. Les gendarmes après avoir trouvé sur eux une carte CFDT, les ont frappés et les ont expulsés sur le champ, livrés aux autorités marocaines.

Le jeudi 8 avril, nouvelles interventions de la gendarmerie mais cette fois-ci sur une plus grande échelle, en rassemblant à Vias, 13 ouvriers agricoles marocains, en enquêtant sur leur situation et leur activité syndicale. Malgré la régularité de leurs papiers, ils sont menacés d'expulsion. « La France vous accueille pour travailler, pas pour faire du syndicalisme ». La même opération s'est déroulée à St Privat (Méditerranée), le vendredi 16 avril. Des RG interviennent à leur tour, essaient d'étouffer l'affaire en faisant pression sur les travailleurs pour qu'ils ne popularisent pas les événements.

PROTESTATION DU SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE

Après l'interpellation et le refoulement des délégués des foyers SONACOTRA, le Syndicat de la magistrature et le syndicat CFDT de l'administration centrale du Ministère de la Justice ont publié un communiqué dans lequel ils

- « dénoncent l'absence de garantie dans laquelle s'accomplissent de façon permanente ces opérations dont le premier effet est une disparition « légale », dans le secret, de ceux qui en sont l'objet.

- constatent que ces pratiques démontrent que les

procédures existantes sont des simulacres et laissent un pouvoir absolu au Ministère de l'Intérieur.

- dénoncent la carence du droit privant toute une catégorie de travailleurs des garanties juridiques élémentaires (droit d'association, protection des délégués).

- s'indignent de la façon dont il est aujourd'hui porté atteinte aux libertés des travailleurs en lutte pour faire aboutir leurs revendications.

- affirment l'égalité des droits de tous les travailleurs.

Les étudiants de la cité universitaire de Nanterre en lutte, voyant l'un des leurs expulsé, dénoncent l'intervention policière à la cité U et dans les foyers ; mandatent un comité pour lutter contre l'expulsion et le vidage de ces camarades, - contre l'intervention policière, - pour le soutien à la lutte de la Sonacotra,

Le comité pour cela prendra contact avec les organisations ouvrières, démocratiques et étudiantes pour une délégation samedi matin à la préfecture.

UN TORCHON NOMME

« L'AURORE »

« Beaucoup de bruit pour un incident mineur ! Seize étrangers sur les quatre millions qui résident en France ont été déclarés indésirables et réexpédiés par avion dans leur pays d'origine. Des Algériens pour la plupart. Meneurs de la grève des loyers qui sévit depuis un an dans les foyers construits à l'usage des travailleurs immigrés en région parisienne. » (Editorial du 19 avril)

LES LIPS A NOUVEAU SUR LE CHEMIN DE LA SOLIDARITE



Aujourd'hui le syndic doit revenir à Besançon pour terminer l'étude des comptes, et en principe donc c'est dans la semaine que le tribunal rend son jugement sur la liquidation ou pas de l'entreprise.

Ce week-end, l'usine était « surveillée » de l'intérieur par des

militants CFDT, et cette semaine un développement de la popularisation hors de Besançon va certainement démarrer : ainsi dans le Jura suisse des meetings de solidarité posant le problème de la crise de l'horlogerie au niveau européen doivent être préparés reconstruisant ainsi une solidarité qui en 73 avait été serrée.

TRIBUNE des luttes

L'Ecole des élèves infirmiers du Centre Psychiatrique St Anne est fermé par le directeur après la grève

L'école d'infirmiers de Sainte Anne a été fermée par la direction pour faire échec à la grève poursuivie depuis huit jours. Ce mouvement avait été déclenché après l'interdiction à une élève de poursuivre sa formation, ceci sans sanctions préliminaires. Elle s'était vu reprocher des absences et surtout une hospitalisation à St Anne avant son embauche.

Ce licenciement camouflé a fait exploser une série de revendications latentes sur la formation accordée aux stagiaires et sur les conditions de travail à l'hôpital.

St Anne, qui compte sur le papier 1 093 postes d'infirmiers ne dispose actuellement que de 647 diplômés et de 337 stagiaires qui comblent partiellement le gouffre du manque d'effectifs.

Malgré cette situation dramatique, l'école d'élèves infirmières de St Anne, faute de crédits, d'encadrement et de salles serait dans l'obligation de limiter l'embauche pour la promotion 1976 à 100 personnes pour 400 demandes.

Les conditions de formation sont déjà déplorables : 60 élèves par classe, entassés dans des locaux improvisés, cave, chapelle ancienne salle de douche, ils disposent de 5 moniteurs titulaires pour plus de 300 élèves. Les professeurs naguère chef de clinique, sont aujourd'hui CES (c'est-à-dire sans formation pédagogique). Le matériel mis au service des élèves pour les cours de pratique est inexistant.

Les stages pratiques à l'intérieur des services restent mytiques par manque d'effectifs ; faute d'encadrement, les élèves sont bien souvent livrés à eux-mêmes ; ils peuvent se retrouver, selon leur service, cantonnés aux tâches subalternes (courses, cuisine, ménage, ou seuls responsables de dortoirs de 40 malades). Ils sont contraints de jouer le rôle de diplômés en assurant des soins qui leur sont légalement interdits, intra-veineuse, perfusions, préparations de médicaments...

Cette formation déficiente où l'apprentissage purement technique n'est pas assuré, ne permet aucunement un travail de réflexion sur le rôle d'infirmier psychiatrique et rend difficile le dialogue avec les équipes médicales qui, bien souvent, ne reconnaissent pas les infirmiers comme interlocuteurs à part entière.

Les travailleurs en formation de St Anne qui représentent 1/3 du personnel des services, n'ont pourtant pas de statut légal : ils ne sont pas représentés dans les commissions paritaires, ils doivent signer à l'embauche un engagement à accepter leur licenciement sans préavis. Ils n'ont que la grève pour se faire entendre !

Face à cette carence de l'administration, les travailleurs en formation de St Anne veulent attirer l'attention des contribuables sur les soins qui leur sont offerts dans leur hôpital et qui ne peuvent que se dégrader dans l'avenir si une politique réelle n'est pas appliquée immédiatement.

Ils refusent pour leur part, comme à Thuir, Armentiers, Montfavet, Beaumont, Arcueil, Esquirol, de cautionner la dégradation endémique des hôpitaux psychiatriques.

L'assemblée des élèves

PROUNDFOOT ET CIE DES PSYCHOLOGUES TRES SPECIAUX

- une milice patronale en costume et cravate
- l'art de licencier en douceur

Le 3 mars 1976, les travailleurs de l'usine Gervais-Danone de Pierre-Bénite (près de Lyon) déclenchèrent une grève illimitée pour obtenir l'expulsion immédiate des envoyés de la « Alexander Proudfot et Cie » (encore appelée « Metra Proudfot »), compagnie américaine de « Management », spécialisée dans la recherche des meilleurs moyens de faire passer en douceur les licenciements massifs et l'efficacité accrue, comprenez l'augmentation des cadences.

Repérer les « failles psychologiques »

Cette société américaine, qui n'est pas la seule du genre (en Europe, la société Mac Kinney lui fait concurrence) n'est ni plus, ni moins, qu'une milice patronale en costume et cravate : elle n'agit que pour repérer les failles « psychologiques » du personnel d'une entreprise, pour accentuer la division entre l'encadrement et les ouvriers, pour repérer les « éléments rebelles » et préparer une mise en condition des travailleurs. En un mot, son travail est de miner la conscience de classe, la volonté de lutte pour préparer le terrain aux mauvais coups de la direction, comme à Gervais-Danone (sous contrôle de BSN, n'est-ce pas M. Antoine Riboud ?) où il s'agissait de licencier soixante travailleurs.

Ses méthodes ? Oh, très simples. Nos psychologues-flics se présentent comme des spécialistes de la communication : ils n'auraient pour but que d'harmoniser les relations de travail, de déterminer les meilleures conditions d'un travail commun. Pendant plusieurs mois, trois équipes se relaient.

Une première calcule le taux de rendement de la production telle qu'elle est : simple enquête statistique... En fait, il s'agit pour eux d'évaluer les conditions d'une production supérieure aux moindres frais : en licenciant donc.

Ensuite, c'est le tour de l'équipe « Skills » (en français habileté) qui s'efforce d'adapter l'homme à la machine

en se servant de moyens audio-visuels, traduisez : de lui faire accepter la condition d'exploité comme naturelle.

Enfin, viennent les « animateurs de formation » dont le but serait d'« améliorer la communication » parmi les employés de l'usine.

La noble tâche, en vérité ! En fait, ces tristes sires ne s'adressent qu'au personnel d'encadrement, réuni dans des séances apparentées à la dynamique de groupe. Leur but est, tout simplement, de persuader cette partie du personnel qu'elle a une situation très différente de celle des ouvriers, et, partant, que ses intérêts sont différents... Quand ces jolis messieurs estiment leur travail de « transition en douceur » terminé, le patronat peut frapper...

Pour trois millions par semaine

C'est ce qui s'est passé, aux Etats-Unis, dans les entreprises « Clark Equipment », « Caunation », « Del Mante », où chaque fois intervention de la Alexander Proudfot s'est soldée par des milliers de licenciements. C'est ce qu'ils essayaient de faire à Gervais-Danone, pour la modeste somme de 3 milliards d'AF par semaine. Manque de chance : les syndicats CGT et CGC, ayant pris connaissance des activités de la Alexander appelèrent les travailleurs à la riposte : l'action fut menée en liaison avec les autres usines du groupe (Strasbourg, Marseille, cette dernière menacée de fermeture par la direction de Gervais-Danone) et l'activité des psychologues-flics connut une fin lamentable...

Ce genre de petits requins ne sévit malheureusement pas qu'à Gervais-Danone, mais également dans d'autres entreprises françaises et européennes. Aussi, nous faisons-nous une véritable joie de publier ce document : confidentiel, émanant de la direction de Gervais-Danone prévoyant des licenciements (ils appellent ça des « économies »)

Joseph Cabrol

GERVAIS - DANONE - FRANCE		Le 15 JANVIER 1976
PERSONNEL ET CONFIDENTIEL		N/Réf. Ph.L/MH - 414
Principe :	Destinataires :	Pour Information :
DIRECTION INDUSTRIELLE	M. ZEBROWSKI	M. DUPASQUIER
De :	4. Ph. LENAIN	
Objet :	PROUDFOOT - 2e réunion d'avancement	
<p>1/ L'avancement actuel de l'étude confirme les estimations initiales d'économie.</p> <p>2/ Le programme établi sera suivi à 2 semaines près avec les moyens d'étude actuellement en place.</p> <p>3/ La collaboration de l'encadrement de l'usine est totale et satisfaisante.</p> <p>4/ Le paiement des factures est trop tardif ; nous ne respectons pas la demande de paiement immédiat (délai 3 semaines trop long).</p> <p>5/ Les économies seront mesurées avec les quantités du budget 1976 et les heures budgétées.</p>		
<p>Ces économies correspondent à l'équivalent de 60 personnes avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 40 personnes au conditionnement - 15 personnes par suppression de postes - 25 personnes par meilleure utilisation - 20 personnes dans les autres services - 5 personnes par meilleure utilisation - 15 personnes par suppression de postes. 		
Prochaine réunion le 12 février en présence de M. DUPASQUIER.		
Ph. LENAIN		

en lutte

SNIAS-Châteauroux : pour protester contre la fermeture, prévue pour le 30 juin prochain, de cette usine, les travailleurs de l'usine SNIAS à Châteauroux-Deols (Indre - 560 salariés) ont décidé, à l'appel de la CGT et de la CFDT, d'occuper les locaux en dehors des heures de travail depuis mercredi dernier. Ils ont également prévu de ne plus fournir les clients civils et militaires de la SNIAS. L'armée de l'air ne recevra aucune pièce de rechange pour les appareils « Fouga », « F-110 » et « Star-275 ». Pour faire revenir la direction générale de la SNIAS et le gouvernement sur leur décision de fermeture, un grand rassemblement est annoncé pour le 28 avril à Châteauroux, avec des délégations de toutes les entreprises de la SNIAS, à l'appel de la CGT. Le syndicat toulousain CFDT de l'Aérospatiale a décidé de participer à ce rassemblement.

D'autre part, la fédération CGT de la métallurgie a décidé de lancer une campagne sur le thème « Oui à l'emploi, oui à Châteauroux, oui à Concorde » pour convaincre els les autres syndicats, en particulier la CFDT, que la poursuite du programme Concorde ne manque pas de réalisme et que l'avenir du transport aérien réside désormais dans les appareils supersoniques. Par ailleurs, la CGT se rallie à l'idée exprimée par un groupe de 100 députés, réunis à l'initiative de M. Lucien Neuwirth (UDR) pour demander que soit engagé un débat à l'Assemblée nationale sur l'avenir de l'Aéronautique française après consultation, par les parlementaires, des techniciens et des travailleurs de l'aviation et de l'aérospatiale.

(d'après AFP)

Depuis un mois, les travailleurs de Creusot-Loire continuent leur mouvement de grève. Ils refusent l'application des accords de classification signés en juillet, exigent 8 % d'augmentation avec minimum de 200 F, retour aux 40 heures. La seule réponse du patron c'est « on négociera quand vous reprendrez le travail ». En attendant, la direction lock-oute les travailleurs. Il y en a 1 200 actuellement, 100 personnes par jour depuis une semaine. La CGT et la CFDT se sont rencontrées au niveau du trust pour étudier une riposte générale. Le 21, une journée d'action est prévue sur toutes les boîtes. (Correspondant)

• « Ni dieu, ni César, ni Bidegain ». C'est par ces mots que le semillant patron de la chaussure, José Bidegain, a été accueilli alors qu'il s'apprêtait à donner une conférence au Rotary-club, lors de sa visite à Ernée la semaine dernière (Mayenne). En effet, cent travailleurs de l'entreprise Réhault, à Fougères, avaient fait le déplacement pour l'obliger à prendre position sur la crise de la chaussure. Réponse de Bidegain : « Vous auriez dû accepter le plan de réemploi partiel ». Ben voyons ! (Correspondant)

• Sodexnet-Paris : 150 travailleurs immigrés sont en grève pour obtenir la réintégration d'un délégué CGT et l'aboutissement de leurs revendications : augmentation horaire de 0,80 F et prime de salissure de 100 F par mois. (AFP)

• Laboratoires Aspro-Nicholas Gaillard (Haute-Savoie) : Les syndicats CGT de cette entreprise dont une grande partie du personnel est en grève depuis plusieurs mois contre des menaces de licenciement, ont décidé de distribuer gratuitement du « Neomercazole », médicament utilisé dans le traitement des affections thyroïdiennes. (AFP)

Achetez Rouge tous les jours dans le même kiosque

femmes

TOUS DES PROSTITUÉE(E)S?

Il y a un an, les prostituées occupaient les églises, organisaient un meeting à la Mutualité. Elles protestaient contre les amendes et les rappels d'impôts qui les frappaient ; beaucoup réclamaient un statut de la prostitution, sorte d'officialisation d'un « métier » jugé comme un autre. Une enflure de langage possédait alors certains : nous étions tous des prostitués ; les femmes, bien sûr d'abord, au foyer, mariées pour subsister, et puis peut-être aussi les hommes qui vendent leur force de travail. Alors, le statut de la prostitution, pourquoi pas ?

La révolte des prostituées prenait de surprise les révolutionnaires. Fallait-il accepter l'argument de fait ? La prostitution ne disparaîtrait pas en régime capitaliste ; pourquoi ne pas améliorer les conditions de vie des prostituées par un statut ? Nous avons refusé ce « réalisme » :

- le statut n'arrangerait rien, et renfermait encore davantage les femmes dans ce « métier ». Aménagement de l'oppression, amélioration douteuse à court terme et renforcement à long terme. Est-ce un statut qui donnerait aux prostituées la dignité alors que c'est leur indignité, leur abaissement que le client vient chercher ?
- peut-on assimiler vente active de sa force de travail et vente de

son corps comme objet méprisé, haï, détruit ? lequel de ceux qui s'affirme prostitué ira réellement se prostituer sur un trottoir ?

- les aménagements de la condition féminine, dans ce système ne sont acceptables que lorsqu'ils vont dans le sens, même superficiellement d'une remise en cause du rôle traditionnel. Au nom de l'argument de réalité, faut-il accepter le salaire maternel ?

Nous avons donc refusé de soutenir la revendication du statut de la prostitution. Mais les prostituées même d'accord avec nous, ont pu nous reprocher la froideur de notre position face aux détreffes réelles. Et il est bien vrai que notre refus de reconnaître, d'accepter la prostitution doit s'accompagner de revendications et d'actions, au niveau local, de soutien concret pour :

- un emploi pour les femmes ou une formation professionnelle rémunérée.
- ♦ la suppression des impôts et amendes, la dénonciation de l'Etat-maquereau.
- le soutien à l'auto-organisation des prostituées et la lutte contre les macs.

Frédérique Vinteuil.

Venue à Paris pour assister, le mercredi 14 mars au forum-débat du CRI, Barbara, l'une des participantes les plus actives au mouvement des prostituées de Lyon, a répondu à nos questions.

INTERVIEW DE BARBARA

« Les hommes n'achètent pas seulement notre corps, ils achètent une forme d'humiliation des femmes »

TRIBUNE LIBRE

Des militants lyonnais du Mouvement du Nid précisent quelques-uns de leurs principes d'action.

Dès ses origines qui remontent maintenant à plus de trente ans, LE NID a eu le souci des femmes prostituées et s'est attaqué au problème de la prostitution ; il fut créé pour elles et pour ce combat...

Le mouvement du NID veut être un relais entre le milieu de la prostitution, et le reste de la société qui se définit comme « normal »... Il pense, notamment, que des femmes, actuellement dans la prostitution, peuvent et doivent devenir elles-mêmes les sujets et auteurs de leur propre libération, sans tout attendre de personnes qui les « aideraient » en se substituant à elles. Cette orientation de base, et qui en commande bien d'autres, a été votée à une très large majorité, lors du dernier Conseil National du NID, à Paris, les 13 et 14 mars derniers...

Constatant que nous sommes dans une société de profit et d'exploitation d'autrui, qui fabrique elle-même la prostitution, le Mouvement du NID refuse que les personnes prostituées, qui sont les principales victimes du système prostitutionnel, soient châtiées en faisant l'objet d'une répression hypocrite. En cela, il se veut totalement à leur côté, et se réjouit de les voir s'organiser collectivement pour résister à une politique injuste à leur égard. Depuis le début de leur extraordinaire prise de conscience, il les soutient et les appuie dans leur action...

Depuis Juin 1975, nous assistons à un « phénomène collectif » de femmes, qui, bien que se prostituant, exigent d'être reconnues comme des « personnes à part entière ». La répression les a ainsi poussées à s'organiser, à agir, à prendre des initiatives. Selon des fortunes diverses, avec des hauts et des bas certes, mais contre l'espoir non avoué chez certains de voir peu à peu s'éteindre leur mouvement, celui-ci se poursuit contre vents et marées. Pour nous, militants du NID, ce « sursaut durable » est devenu le signe qui prouve que leur vie d'exclues - qui était leur lot - est désormais imperceptiblement transformée... Sans être au point d'ignorer que le « milieu » cherche lui aussi à exploiter cette situation pour son compte - il faut en être conscient - nous affirmons avec force et conviction, que si ces femmes aujourd'hui, après des siècles d'oppression, osent relever la tête, elles rejoignent ainsi, à leur tour, l'irréversible prise de conscience de tout un monde exploité, marginalisé, par une société impitoyable pour les plus désarmés...

Soupçonnant le régime politique actuel de vouloir aller progressivement dans le sens d'une réglementation de la prostitution - afin notamment d'en tirer un plus grand profit économique - le Mouvement du NID, en parfait accord avec les personnes prostituées sur tous les aspects de leurs revendications relatives à la répression, n'a jamais hésité, depuis le début de l'action, à les mettre en garde contre toute tentative qui risquerait de les enfermer à jamais dans la prostitution. A longue échéance, il en perçoit déjà toutes les ambiguïtés, dans la perspective d'une libération totale des personnes, pour laquelle le NID travaille depuis des années.

Le 13 avril 1976
Des militants lyonnais
du nid

Mouvement du NID
43, av. Leclerc, 69007 Lyon

ROUGE : Tu as choisi de renoncer à la prostitution, immédiatement après l'occupation de l'Eglise St Nizier. Comment se passe ta « réinsertion ? ».

BARBARA : Elle se passe mieux pour moi que pour d'autres femmes qui auraient choisi la même voie, sans être aussi « célèbre ». Ainsi, je n'ai pas de rappels d'impôts. J'ai pu obtenir un travail. Mais les choses sont tout de même très difficiles. Là où je travaille, la direction a voulu me renvoyer lorsqu'elle a appris que j'étais ; tout le personnel a été convoqué en mon absence pour statuer sur mon cas. Si on m'a gardée, c'est par peur d'un scandale dans la presse.

R : Les difficultés sont-elles seulement matérielles ?

B : Les problèmes d'ordre matériel sont déjà énormes. Les prostituées ont l'habitude de gagner beaucoup d'argent, et d'en dépenser autant d'ailleurs. Il faut apprendre à vivre avec un salaire de 1500 à 2000 f ; il faut trouver une maison alors qu'avant on vivait à l'hôtel. Mais surtout, il y a le fait que la prostitution reste une image qui suit la femme anciennement prostituée. Mes enfants se sont faits insulter, chasser de certaines maisons par les parents de leurs camarades de classes. Il n'y a pas d'homme qui assume de sortir avec une prostituée, de la présenter à ses amis. Les rapports avec les collègues de travail sont difficiles ; je me suis fait violemment agresser par certaines.

R : Où en est le mouvement des prostituées aujourd'hui ?

B : Il s'est beaucoup organisé. Les filles refusent maintenant le vedettariat ; elles refusent que l'on parle en leur nom. Chaque mois se tient une réunion avec des déléguées de chaque ville. Les femmes se sentent plus solidaires ; elles ont appris à se parler. Elles sont beaucoup plus fortes qu'il y a un an et plus déterminées ; le gouvernement devra affronter une masse de femmes, s'il vient à réprimer.

R : Une prise de conscience des femmes prostituées a-t-elle suivi ce mouvement d'organisation ?

B : Oui et non. Moi je suis contre la prostitution. Les hommes n'achètent pas seulement un corps ; ils achètent une forme d'humiliation



des femmes. Après St Nizier, je suis revenue un soir sur le trottoir ; tous les hommes cherchaient Ulla et Barbara pour pouvoir se dire : « Cette fille est devenue une petite vedette, mais moi, avec mes 100 F je peux l'avoir là, à ma botte ». Alors je n'ai pas pu continuer. La plupart des prostituées te diront qu'elles sont bien dans leur peau ; c'est une façon de se défendre. Mais c'est faux pour la plupart. La preuve est qu'elles mènent une double vie. Elles ont leur vêtements de travail, leur appartement ou leur hôtel de travail et même leur ville de travail, et puis elles ont d'autres vêtements, un autre appartement et parfois résident une partie du temps dans une autre ville pour être des femmes comme les autres. S'en sortir pour elles, c'est avoir une vie de petite-bourgeoise dans ses meubles avec un mari à qui elles feraient la cuisine ; elles rêvent de l'existence des femmes au foyer. C'est dire leur hostilité aux féministes ! Elles méprisent les hommes, les clients, mais elles attendent leur salut d'un homme qui les ferait vivre.

Pourtant l'action sur l'ANPE à Lyon prouve qu'une partie des filles veut sortir de la prostitution. Ce qui s'est passé est très important. Le rapport Pinot marquerait une amélioration ; mais les femmes ont peur qu'il cache des pièges ; et puis il ne sera pas accepté par le gouvernement.

R : Quels sont tes projets ?

B : Les filles de la Librairie des femmes m'ont proposé d'ouvrir une librairie à Lyon. Je crois que c'est une bonne idée ; la librairie peut être le centre de débat, de regroupements de femmes, un lieu d'échanges.

les femmes luttent

LE MLAC COMMUNIQUE

● « Pour permettre la reprise en charge de la lutte sur le terrain de l'avortement et de la contraception par les groupes-femmes, le MLAC organise un stage de formation aux méthodes contraceptives et à la méthode Karman ; ce stage aurait pour objectifs :

- d'armer les femmes des groupes par la connaissance de leur corps,
- de donner les moyens aux groupes et les connaissances techniques nécessaires pour tenir des permanences-femmes.
- de pouvoir populariser dans les quartiers ou les boîtes les méthodes contraceptives et les informations concrètes pour l'avortement.

Il aura lieu le 25 avril à 10 h au 27, avenue de Choisy (M^o Porte de Choisy).

JOURNÉE FEMMES A BOURGES LE 25 AVRIL :

● De 14 à 24 heures, MJC, Sérancourt, rue H. Sellier, Bourges.

Films : *Je, tu, il, elle* (Chantal Ackerman), *Aloïse*, (Liliane de Kermadec, avec D. Seyrig), *Les filles*, (Mai Zetterling), *Maso et Miso vont en bateau*, *Les raisons d'une victoire*, *Histoires d'ois*.

Théâtre : groupe « La Carmagnole »

Expositions : peinture, artisanat, livres.

Débats : avec la participation de Madeleine Laik, Victoria Thérame, Malka Weksler, Monique Piton (Lip), les éditions des femmes.

Garderie des enfants gratuite, participation aux frais : 10 F

● **Coordination** des groupes femmes étudiantes, mardi 20 avril à 20 h, Jussieu : à l'ordre du jour, la place des femmes dans la lutte contre la réforme.

MULHOUSE

La librairie LPI organise du 12 au 24 avril deux semaines avec les éditions des femmes

● Le samedi 24 avril, des femmes qui ont créé les Editions viendront présenter les ouvrages, expliquer leur choix, exposer le fonctionnement collectif des Editions des femmes, engager le débat...

Au cours de cette quinzaine, régulièrement, en fin d'après-midi, un groupe de femmes de Mulhouse assurera une permanence, et sera à la disposition de celles qui désireraient prendre contact et discuter.

Nous vous attendons nombreuses et nombreux autour de cette exposition-vente de livres des femmes.

Librairie LPI, 1 bd du Président Roosevelt, 68200 Mulhouse, tél : 422530

Groupe femmes Mulhouse

Roland Agret : 37^e jour de grève de la faim
Marie Josée Agret : 14^e jour de grève de la faim

L'« HUMANITE » DE LECANUET

« J'ai reçu Madame Agret dans un but humanitaire » a déclaré Lecanuet dimanche, après avoir été contraint de discuter, chez lui avec Marie-Josée. Un but humanitaire ? Dans la bouche de ce grand bourgeois, la formule prend l'allure d'une aumône consentie. Quel droit a un Lecanuet de parler de l'humanité, de l'équité ou de quoi que ce soit qui touche aux souffrances des hommes ?

Lecanuet n'a pas reçu Marie-Josée par grandeur d'âme, mais parce qu'il n'avait pas d'autre solution. Marie-Josée et les quelques amis qui l'avaient transporté en civière jusque là avaient quelques instants avant, porté l'accusation contre Lecanuet en pleine cathédrale de Rouen. Cette présence, cette interpellation, c'est un ministre de la Justice furieux et pas du tout « humanitaire », qui a dû la prendre en compte. Lecanuet ne peut plus désormais rester sourd aux appels qui sont lancés de toutes parts pour exiger la libération immédiate de Roland. C'est une victoire, bien insuffisante encore, mais une victoire tout de même.

Où en sommes-nous ? La semaine qui s'ouvre vraisemblablement décisive. D'abord pour Roland, physiquement de plus en plus affaibli, ne pouvant pratiquement plus bouger, pour qui chaque minute est un combat, qui ne tient que par rage de vivre comme il le mérite : libre. Du point de vue des réactions du Ministère de la Justice ensuite. On le

proclame volontiers : l'enquête permettant éventuellement la révision du procès touche à sa fin. Une commission sera ensuite saisie, qui tranchera. Dans le « meilleur » des cas c'est l'affaire d'une quinzaine de jours. *Aucun d'entre nous ne peut prendre le risque de faire attendre Roland jusque là. C'est ce qu'a expliqué Marie-Josée à Lecanuet qui osait, face à elle, parler encore de chantage : « Nous ne céderons pas, quoi qu'il en coûte ».*

Que peut, néanmoins donner cette fameuse enquête ? Des bruits insistants indiquent qu'elle serait totalement défavorable à Roland. Ainsi, le fameux témoignage de Benjhelloul aurait été infirmé, après vérification de la police. On se souvient que Benjhelloul, dans une déclaration tardive innocentait Roland du meurtre de Borrel, expliquant qu'il avait été le « pigeon » d'une « sauce » cuisinée par le SAC de la région de Nîmes. Or le témoignage de Benjhelloul est faux sur au moins un point — peut-être pas le seul —. Un des membres du SAC qu'il accuse, Guy Samergue, n'est ni mort, ni en fuite comme Benjhelloul le prétend, mais bien en vie et jurant son innocence. Qu'en penser ? Au moins, il est surprenant que ce douteux personnage ait pu courir tranquillement pendant tant d'années sans être inquiété le moins du monde. Il ressortit maintenant : quel merveilleux hasard !

Bizarre la réapparition de Samergue et fausses les

déclarations de Benjhelloul ? Peut-être bien. La demande de révision du procès Agret a été déposée bien avant que Benjhelloul se manifeste (le 28 juillet 1975), elle est argumentée sur des carences du procès qui n'ont rien à voir avec les déclarations de ce truand mal repent (qui datent de du 5 janvier 1976). Lecanuet cherchera sans

doute à monter en épingle ce faux témoignage. Peut être même expliquera-t-on que Benjhelloul et Roland ont pu se contacter aux Baumettes. Il faut s'attendre à tout tant il est évident que, ne voulant pas rouvrir le détonnant dossier Agret, le Ministre de la Justice semble prêt à faire flèche de tout bois, y compris et surtout du bois le plus pourri.

Les jours qui viennent doivent voir notre mobilisation s'intensifier. Le comité de soutien à Roland se réunit ce soir à 20 heures à la Maison Ouverte, 17 rue Hoche où Marie-Josée mène sa grève de la faim. La préparation d'un meeting y sera discutée, ainsi que les autres initiatives à prendre pour soutenir Roland et Marie-Josée. Tout doit être fait pour que Lecanuet suspende l'exécution de la peine, c'est de cette décision que dépend la vie de Roland. L'humanité de Lecanuet ne se manifestera pas si on ne la bouscule pas un peu.

J.F. V

Il faut écrire à Roland et à Marie-Josée pour les soutenir : Roland : PHB des Baumettes, 213 chemins de Morgiou, 13009, Marseille. Marie-Josée : Maison Ouverte 17 rue Hoche, Montreuil ; Le comité de soutien a besoin d'argent : il peut être envoyé 17 rue Hoche.

Une brochure de soutien explicative est disponible à la même adresse.

Communiqué de la Ligue des droits de l'homme

Il apparaît aujourd'hui notamment si l'on se réfère à vos dernières déclarations, que vous aviez décidé, une fois pour toute, de voir dans la lenteur de votre administration le meilleur signe de sa grandeur.

Jean Louis Soulié re-kidné !

L'affaire Jean-Louis Soulié, c'est Ubu plus Kafka. Après son kidnapping le vendredi 9 avril à la sortie de la prison de Metz-Barrès, il est sequestré au Centre d'Entraînement Commando de Givet, puis ramené au GMR 6 de Metz. Mercredi 14 avril, il passe devant le juge d'instruction qui lui notifie sa ré-inculpation pour refus de revêtir l'uniforme. En même temps il se voit « gratifié » d'une mise en liberté provisoire.

Ramené à la prison pour prendre ses affaires et signer sa levée d'écrou, il est rekidné par les autorités militaires qui le reconduisent au GMR 6. La hiérarchie militaire n'y va décidément pas par quatre chemins ; qu'un juge d'instruction militaire, pourtant, signe une mise en liberté provisoire, elle n'en a que faire ; sa hargne et sa vindicte à l'égard de Jean-Louis passent avant le respect des lois. On en est là pour le moment. Jean-Louis poursuit une grève de la faim et a envoyé au président du TPFA une lettre lui demandant de démissionner (cf. ci-joint). Gageons qu'après cet ultime épisode, le président du TPFA et le juge d'instruction vont rendre leurs tabliers, outrés d'une telle désinvolture de la hiérarchie à l'égard de leurs décisions...

V.G.

l'homme des casernes

COMMUNIQUE D'UN GROUPE DE SOLDATS DU 511^e GTL D'AUXONNE

Nous confirmons tout à fait le communiqué du Comité de soldats du 60^e R.I de Lons le Saulnier publié dans Rouge du samedi 17 avril. Le 12 et 13 avril 76, au camp militaire de Valdahon nous avons également remarqué ces trois escadrons de gardes mobiles en provenance de Stasbourg et leur entraînement « très spécial » « boucliers de plexiglas, jets de pierres, matraquage »...

Nous pouvons ajouter : « jet de grenades lacrymogènes » et préciser que ces trois escadrons disposent de quatre véhicules blindés sur roues, équipés d'un fusil-mitrailleur, pouvant transporter plusieurs hommes en armes. Ces véhicules à l'avant en forme d'étrave peuvent avoir l'usage d'un bulldozer. Comme pour démanteler et pousser un quelconque obstacle...des barricades par exemple.

Solidaires des travailleurs de Lip !

Contre ces véritables camps d'entraînement à la guerre civile !

contre la gendarmerie et l'armée briseuses des luttes des travailleurs !

A LA BAÏONNETTE

Le sergent de l'armée américaine Lawrence G. Smith du 11^e Régiment de Cavalerie Blindée de Fulda, en Bavière a été tué au cours d'un exercice d'entraînement à l'arme blanche. « Soyez plus agressifs dans le combat », avait ordonné le lieutenant colonel Madox au caporal Ward. Ce dernier l'a tant été que d'un coup de baïonnette il a traversé la veste de protection de son « adversaire », et qu'il lui a percé le cœur. Smith est mort en quelques instants.

Le médecin militaire, le capitaine Michel Cox a déclaré : il y a eu un accident similaire la semaine dernière. Un coup de baïonnette était passé à travers un gilet de protection. Mais maintenant il y a un mort. Il est impensable que l'entraînement continue comme avant. La responsabilité du commandement est totalement engagée. « Le médecin militaire a ajouté : « face à cela il faut maintenant que quelqu'un parle »

Tom Jordan
Correspondant RFA.

UN NOUVEAU COMITE EN BRETAGNE

Un petit nouveau le *GV démoralisé*, journal du comité de soldats de Lande d'Oué (près de Rennes). Le *GV* annonce la couleur : « ce papier n'a été rédigé ni à Moscou, ni à Pékin, ni à Cuba, mais par des appelés de la Lande d'Oué qui refusent de se taire ». Et il récapitule les revendications des soldats de la Lande d'Oué : pour l'établissement de structures de dialogue, la suppression des stages-commandos, la réduction du service à six mois, la récupération automatique de toutes les perms de week-end pour cause de manœuvres ou autres, la reconnaissance à l'armée des droits fondamentaux du citoyen...

A Trévoux, dans l'Ain

ENCORE UN DANGEREUX EDUCATEUR LICENCIÉ

Il était une fois un M^r Raymond, directeur d'un internat scolaire pour garçons caractériels intelligents, qui se croyait encore au temps du patronat de droit divin. L'internat, l'*Arc en ciel*, se trouve à Trévoux, dans l'Ain. En l'espace de quelques semaines, il vient de licencier un éducateur spécialisé et un ouvrier de l'établissement. Le premier pour une « faute » pédagogique absolument bénigne, le second sous prétexte qu'il n'y aurait plus de travail. Un hasard : le premier est délégué CFDT, le second syndiqué CFDT.

Ce n'est pas le premier exploit de M^r Raymond. Fondateur, de l'établissement il y a 25 ans, il le considère comme sa « chose ». Dès que des difficultés ou des désaccords surgissent entre lui et le personnel, il ne connaît qu'un seul remède : la trique. L'an dernier déjà, il a licencié un éducateur. En mars 75, il inflige un avertissement à un autre qui avait négligé de donner aux cochons les restes des repas ! En mars 76, il refuse un congé pour formation à Gérard Hubé - l'éducateur qu'il vient de licencier - parce que « Hubé est indispensable à son unité. » Le 11 mars, il lui inflige un avertissement pour faute professionnelle : Hubé avait pris des contacts médicaux extérieurs à l'établissement dans le cadre de son action éducative, sans en informer la direction.

Et puis le 12 mars, c'est le licenciement : pendant que Hubé accompagne un garçon renvoyé à son domicile, un jeune de son unité se brûle accidentellement avec de l'essence. Or, avant son départ, Hubé avait expressément demandé et obtenu que le directeur adjoint le remplace provisoirement dans son unité ; ce remplacement n'a pas été effectué. Pour justifier le licenciement de Hubé, la direction avance deux éléments :

- Elle n'a pas été informée de l'usage par des jeunes de l'établissement de

J'INTERDIS LES RASSEMBLEMENTS DE PLUS D'UNE PERSONNE DANS MON ÉTABLISSEMENT !



UN DE NOUS DEUX EST DONC EN TROP !



mobyettes pour leur retour en famille. Mais les familles étaient au courant et d'accord.

Hubé n'a pas expressément interdit la manipulation de l'essence aux jeunes.

En fait, derrière ces prétextes, il y a des désaccords pédagogiques de fond. Depuis longtemps, la direction cherchait à se débarrasser de cet éducateur. Après son licenciement, Hubé s'entend déclarer par le directeur : « Je vous interdît d'entrer dans les bâtiments de l'arc-en-ciel car depuis quelques temps vous avez une attitude de prosélytisme et de propagande, vous êtes l'occasion d'un rassemblement de plusieurs personnes toujours dans les mêmes lieux et toujours autour de vous. » Voilà qui est clair ; on voit dans ce propos cynique se dessiner l'enjeu de la lutte engagée autour du licenciement de Gérard Hubé. Nous y reviendrons demain.

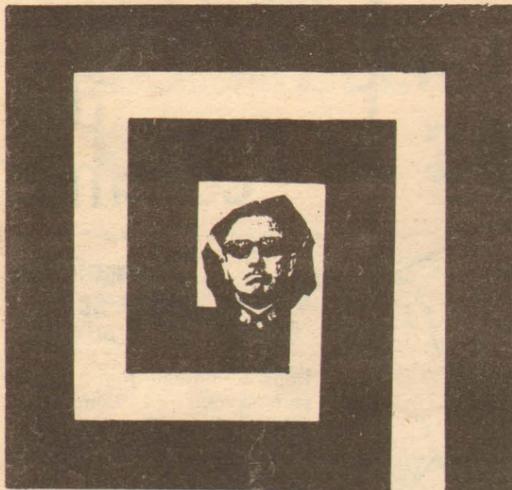
A.B.

cinéma

De la naissance à l'assassinat de l'Unité Populaire au Chili

LA SPIRALE

● Produit de la rencontre d'une pratique chilienne et d'une pratique européenne.



Armand Mattelart arrive en 1962 au Chili, il y restera jusqu'en 1973. Parti

comme universitaire, il traversera trois périodes historiques primordiales (les gouvernements : Alessandri, Frei, Allende) au cours desquelles ses activités d'enquêtes sur le terrain l'amèneront à des expériences à des expériences centrées sur l'analyse des idéologies en présence au Chili et des problèmes que posait à la gauche l'utilisation de l'appareil culturel dans la bataille des mass-média. De ces expériences il ressortira entre autres, un livre qui aborde la problématique des appareils idéologiques en période de rupture (1). Quand Mattelart expulsé du Chili en 1973, retourne en France, Chris Marker (qu'il a rencontré à Paris en 1972) le met en présence de Valérie Mayoux et Jacqueline Meppiel, deux femmes dont la pratique cinématographique se confond avec un engagement politique qui se concrétisera entre autres par leur participation à la réalisation du film « Loin du Vietnam ».

Marker propose à Mattelart de mettre sous forme d'un film son expérience et ses analyses. Jacques Perrin produira ce film dont les bénéfices iront à la résistance chilienne.

Une démarche inverse

La majorité des films sur le Chili retracent l'histoire de l'Unité populaire en partant d'une démarche chronologique qui débouche sur le 11 septembre 73. *La Spirale* procèdera suivant une démarche inverse. A partir de l'élaboration théorique de Mattelart, l'équipe de trois décide d'organiser le film à partir de l'axe : « comment la bourgeoisie chilienne aidée de l'impérialisme américain a construit sa stratégie du coup d'Etat ? » Il faudra trouver des repères dans l'histoire du Chili, interroger le réel et surtout éviter de faire en sorte que le spectateur retire une impression d'inévitabilité du coup d'Etat, impression qui ressort des affirmations de cette gauche réformiste qui répugne à analyser son ennemi. L'équipe armée des idées forces qui articuleront, le film s'éparpille à travers le monde pour rechercher dans les cinémathèques les reflets d'une réalité aujourd'hui disparue. Ce travail de recherche durera trois mois. Puis ce sera la phase de montage des documents recueillis. Phase de fabrication du film au cours de laquelle, durant dix mois, l'expérience des uns et le métier des autres s'interpénétreront.

Le film se structurera « par l'échange entre une proposition d'analyse et la disponibilité des images d'une part et par le travail quotidien à la table de montage d'autre part ». Le développement de la stratégie de la bourgeoisie sera ponctué par sept séquences : le Plan — le Jeu — le Front — l'Approche — l'Arme — l'Attaque — le Coup ; ces figures représenteront chaque événement en fonction des « antécédents historiques et idéologiques qui l'expliquent et le connectent au processus révolutionnaire ». On fera intervenir un Jeu (2)

dont les figurines sont créées par Folon, et qui par la distanciation qu'il apportera permettra au spectateur de mieux comprendre les rapports de classe qui caractérisent l'affrontement chilien. Le montage fini, un membre de l'équipe élaborera une maquette du commentaire qui sera transmise à Chris Marker qui la signera et lui donnera sa forme finale.

Socialisme ou barbarie ?

Ce qui ressort du film c'est qu'au Chili l'impérialisme a abandonné son ancienne technique d'expédition punitive pour une attitude plus complexe qui reconnaît la division de la société en classes. Dès lors, n'y a-t-il pas une contradiction entre ce changement de tactique et la dernière image du film : Pinochet déclarant que la lutte des classes n'existe plus au Chili ? A cela les auteurs répondent que si la bourgeoisie et l'impérialisme tirent souvent plus rapidement que le prolétariat le bilan de leurs échecs, le jeu n'est pas invincible du fait de l'inconnue principale : la réaction du prolétariat.

Ceci s'inscrit à un double niveau dans le film : la démythification du Jeu par le bilan final (notamment en ce qui concerne les couches moyennes) mais aussi par la mise en avant des structures d'auto-organisation que se sont données les masses pour combattre l'offensive bourgeoise

(commandos communaux, cordons industriels).

Sur le plan politique la méthode aboutit à mettre en évidence deux éléments essentiels. En axant leur film sur l'offensive de l'impérialisme les auteurs insistent sur l'actualité de la révolution socialiste, et en mettant l'accent sur l'organisation autonome de la classe ouvrière et son intervention consciente dans le processus révolutionnaire, ils remettent au premier plan le slogan « Socialisme et barbarie » avec une pertinence rarement atteinte. Au delà du sujet du film, *la Spirale* présente un modèle spécifique de dialectique de la réalité. L'essentiel est que ce discours non clos (alors que le sujet y appelait de manière évidente) constitue une méthode très riche de potentialité dans une possible analyse de l'histoire, notamment récente.

Ce film en appelle d'autres sur des situations plus proches, comme le Portugal. Il laisse entrevoir des possibilités nouvelles pour le cinéma militant, prouvant par là qu'un film d'analyse peut se substituer à densité quasi-égale, à un livre, à une brochure, et indiquant la voie pour cerner l'histoire immédiate.

Gilbert Lenoir
H. Kino
M. Frédéric

(1) ...« Mass-médias, idéologies et mouvement révolutionnaire (Chili 70-73)

de Armand Mattelart aux éditions Anthropos.

(2) ... Incroyable mais vrai ! Ce jeu de simulation existe réellement. Il a été commandé par le Pentagone à la firme A.B.T (Massachusetts USA). Les étudiants de l'école de Droit et de Diplomatie de Fletcher en étaient les acteurs qui exprimaient tour à tour les différentes

classes sociales d'un pays « imaginaire » où l'on devait isoler par le calcul des probabilités « les différentes variables fondamentales pour prédire et contrôler un conflit révolutionnaire interne. » Les différents résultats après avoir été passés en ordinateur furent transmis au Pentagone.

QUI A REALISE « LA SPIRALE » ?

Il y a une fâcheuse tendance dans cette société à personnaliser à outrance tout groupe ou collectivité. La LCR, c'est bien connu, est pour la majorité de la presse bourgeoise soit « la bande à Krivine » soit le groupement de M. Krivine » etc... *La Spirale* qui est une réalisation collective n'échappe pas à la règle. Chris Marker, qui est un cinéaste dont l'œuvre est d'un apport fondamental dans l'histoire du documentaire et qui est donc un personnage connu dans le monde du cinéma, est celui qui a mis Armand Mattelart en contact avec Valérie Mayoux et Jacqueline Meppiel. Le nom de Chris Marker apparaîtra au générique car c'est lui qui a donné sa forme finale au commentaire du film, chose qu'il a faite plusieurs fois dans d'autres films dont il n'est pas le réalisateur. Il n'en faudra pas plus à la critique parisienne qui, éblouie par le nom de Marker « oubliera » que *la Spirale* est une réalisation collective (voir J.L. Bory dans le *Nouvel Observateur*).

Malheureusement cette épidémie atteindra certains critiques progressistes comme par exemple Guy Hennebelle, ce défenseur du cinéma militant qui, lui aussi, tombera dans le panneau et dira de *la Spirale* que c'est une réalisation de Marker et du groupe Iskra dont ce dernier est un des animateurs. Mais ce n'est pas fini : dans le meilleur des cas, c'est le nom de Mattelart qui apparaîtra surtout car beaucoup de critiques ne se sont pas encore fait à l'idée qu'une femme pouvait réaliser un film, et que les femmes dans le cinéma pouvaient être autre chose que monteuse, script-girl ou maquilleuse.

Voilà pourquoi nous tenons à signaler que *la Spirale* a été réalisé collectivement par Jacqueline Meppiel, Armand Mattelart et Valérie Mayoux.





Une interview d'A. Mattelart

LA MEMOIRE DE LA DEFAITE

ROUGE : Par sa construction (le jeu, les pions qu'on manie), le film peut suggérer une sorte d'irrémediabilité du plan de la droite. De même, en ne revenant pas sur les déclarations d'Allende sur l'armée, sur ce que constitue vraiment l'alliance avec la bourgeoisie nationale, il peut amener à analyser l'histoire comme une série d'erreurs ponctuelles.

A. MATTELLART : A des moments-clés d'offensive de la droite, l'Unité populaire ne pouvait pas changer de stratégie. On ne peut pas concevoir l'irrémediabilité à partir d'une situation encore en germe, non formulée en un projet révolutionnaire. Ce qui est irrémediable c'est la politique du réformisme. Un film se déchiffre à partir des grilles que te livre ta pratique politique. Je ne sais pas si ces ambiguïtés d'interprétation peuvent être attribuées au projet politique latent au film. Ce film est lui-même le produit d'une réflexion sur l'impérialisme, il n'est donc pas une mécanique.

C'est un film de mémoire ; le problème c'est qu'on a la mémoire de la défaite. C'est tragique qu'on ait pas de films sur le Vietnam qui expliquent ce type de « machine », la victoire. Pourquoi n'a-t-on pas cette inéluctabilité de la victoire, parce qu'à un moment donné, les alliances qu'ils ont faites étaient celles qu'il fallait faire d'un point de vue révolutionnaire ? On est déterminé par la mémoire de la défaite, surtout de la part des spectateurs.

Par la nature des documents utilisés, par la présence insistante de la voix off dans le montage, il y a un risque d'autonomisation du discours propre de l'image. Le choix des situations (meetings avec Allende, Neruda, Jara, par ex), les discours d'Allende qui ponctuent le film, risquent par leur charge émotionnelle de gommer les discours politiques. Qu'en penses-tu ?

Le personnage d'Allende peut être capté

à travers la sacralisation qu'en fait le public par sa mort glorieuse. On peut l'appréhender d'une autre façon, celle qui nous a permis de ponctuer le film par sa présence : Allende comme étant l'expression maximum de ce qui était la ligne hégémonique à l'intérieur de l'UP. Sa sacralisation est indépendante de l'élément objectif, elle est *post mortem*.

Ce film peut être lu à plusieurs niveaux. La charge émotionnelle du personnage d'Allende englobe le film d'une couche d'interprétation mythique, mais la construction du film fait qu'à chaque fois, il y a l'élément qui repousse celle-ci. Cette vision du personnage épique est possible en fonction du niveau de conscience politique du spectateur. Pour combattre cette lecture épique, on a essayé de faire éclater tous les événements, de les replacer politiquement. Aucune séquence achetée ou accrue n'a été montrée telle quelle. Elles ont toutes été désossées, on a essayé de détruire tous les stéréotypes. Par exemple, la manifestation des femmes : la gauche l'a filmé à sa manière, c'est-à-dire en montrant des sacrées gueules de bourgeois ; la droite, par contre, avait filmé de façon à ce qu'on voit que c'était une manifestation où, en fait, il y avait aussi des femmes de la classe ouvrière. Cependant, le problème d'Allende comme personnage politique mythifié, enrobé dans son héroïsme, est réel. Les gens captent ça presque théoriquement ; il y a Allende racheté par son sacrifice. C'est une mythologie bien ancrée sur laquelle les forces révolutionnaires vont devoir compter. Malgré cette défaite transitoire, Allende participe à l'accumulation révolutionnaire. De même, lorsque Miguel Enriquez, le leader du MIR, apparaît, cela participe du même processus, il est aussi présent pas son aspect mythique ; évidemment beaucoup moins parce qu'il n'a pas eu l'hégémonie de tout le processus.

L'interview d'Augusto Olivares, ancien directeur du canal 7 de la TV chilienne, l'étude de la presse et particulièrement du Mercurio comme agent direct de l'impérialisme, posent le problème

des médias dans une société de transition. Comment selon toi, la gauche française répond elle aux exigences de la lutte sur ce terrain ?

La gauche n'a jamais vraiment abordé politiquement le problème des médias. Fondamentalement, elle ne peut pas le faire, car elle n'interroge pas l'Etat. Or qu'est-ce que sont les médias, si ce n'est un appareil idéologique d'Etat ? La position de la gauche, ici, qui consiste à utiliser le marketing de droite en y intégrant un contenu et un discours de gauche, est contestée par les réformistes eux-mêmes en Amérique latine. Ici, il y a comme une neutralité qui recouvre l'appareil des mass médias. On peut l'expliquer par le fait qu'en France, l'impérialisme n'est pas parçu quotidiennement comme un ennemi, il reste plus une projection de fantasmes qu'une réalité. Un ami des *Cahiers du cinéma* me disait : ce qui est important dans *La Spirale*, c'est la manière dont on se rend compte de la présence quotidienne de l'impérialisme. Ce que l'on connaît en France, ce sont des déclarations sporadiques sur la CIA, les listes d'agents, etc. et non pas le système capitaliste en tant que tel. La déformation, que l'on retrouve dans la gauche réformatrice, d'analyser toujours en termes d'espionnage et de voir chaque fois le complot des internationales fascistes, les mène à ne pas voir que le système des multinationales en tant qu'économique porte à un régime d'accumulation qui amène le fascisme sans avoir besoin d'espionnage.

Lorsque des films de gauche tournent la droite, généralement l'action de la bourgeoisie et de l'impérialisme paraissent toujours en dehors des rapports de classe. De même les lectures démystificatrices des *comics* par exemple, liées aux recherches structuralistes n'ont pas été intégrées parce qu'elles étaient trop intellectualistes et qu'elles n'étaient pas liées au problème de la conscience de classe.

Globalement, le niveau de conscience collective concernant les problèmes des médias est plus faible ici qu'en Amérique latine.

ce soir, sur DU PAIN ET DES JEUX

Les combats de gladiateurs sont un résumé cruel de la société romaine, de son organisation sociale régie par la violence, expression dominante des rapports de classe.

La boxe professionnelle dans le monde capitaliste (n'oublions pas que le « noble art » est né à l'ombre de l'Angleterre industrielle), est un concentré des rapports sociaux existants et en même temps la canalisation spectaculaire de l'« agressivité » des classes exploitées. Il vaut mieux que les ouvriers se défoulent autour du ring, plutôt qu'à l'intérieur de l'usine !

La boxe est un mythe : presque tous les grands pugilistes sont des prolétaires (Carpentier, Cerdan...). Elle ouvre à l'heureux élu la porte de la richesse et de la gloire. Elle le propulse dans une autre classe. Elle en fait une idole dont la réussite même nie, masque, aux yeux des spectateurs-prolétaires, la lutte des classes en la réduisant à une aventure individuelle. Le public de la boxe reste essentiellement populaire : allez à la salle Wagram un soir de combats !

La boxe est aussi un commerce : derrière les « quatre boules de cuir », c'est tout un monde d'intermédiaires, d'entraîneurs, de managers véreux, de bookmakers sans scrupules qui s'agitent. Le milieu de la boxe reste un panier de crabes qui vivent sur le dos du boxeur : cela le film, un peu mélodramatique, de Robert Wise le montre bien. Le boxing business demeure une affaire de gros sous (n'est-ce pas, monsieur Filippi ?), le prix des places atteint souvent plusieurs centaines de nouveaux francs ! Le corps du boxeur est une marchandise sur laquelle on parie, et quand sa valeur d'usage baisse (t'es trop vieux mon gars !), on le laisse tomber. Qui se souvient encore des boxeurs, comme Famechon, qui terminent dans la misère ?

Quelques belles âmes condamnent le côté « inhumain », « immoral » de la boxe mais sans remettre en cause ce que la boxe professionnelle exprime à l'état brut, la violence des rapports sociaux et le culte du profit, tous deux inhérents à la société capitaliste.

Comme disait l'autre à propos de la guerre, la boxe est faite par des gens qui ne se connaissent pas et qui s'entretuent (sur le ring...) au profit de gens qui se connaissent et qui ne s'entretuent pas.

Dans l'objectif

PROVINCE

AMIENS

♦ La Chine et le Japon à la maison de la culture, mais il va falloir choisir. Côté Chine, un court métrage : *Rivières argentées de Chaochan*, côté Japon *Dodes Caden de Kurosawa*. 14 h 30. 18 h 30. 21 h.

GRENOBLE

♦ Une soirée consacrée à la révolution espagnole organisée par le Service d'Intervention Culturelle de Grenoble et la librairie « L'Oeil écoute ». Avec un exposé de P. Broué et la projection du film de Jorge Semprun : *Les deux mémoires*. Après le film un débat sera animé par Broué et Semprun. Soyez donc à 20 h 30 au théâtre de Grenoble.

LYON

♦ Tremblez bonnes gens, Guy Debord est dans vos murs, enfin pas lui mais son film (s'il nous lisait il ne serait pas content). La société du spectacle passe donc au Cinématographe à 20 h 15 avant *Je suis Pierre Rivière* à 22 h et après *Fous à délier* à 18 h.

♦ Toujours à Lyon, ce n'est pas encore l'été mais on chante à « La

Cigale : les folkeux prendront leur sabot en écoutant *La Bamboche* et *Le Claque Gaoche* à 21 h, 60 avenue de Saxe. Les organisateurs rappellent que ce spectacle est autoproduit.

BANLIEUE

AUBERVILLIERS

♦ Au théâtre de la Commune (2 rue Edouard Poisson) un opéra pour enfants *L'île de la vieille musique* présenté par l'atelier lyrique du Rhin. Les enfants y improvisent de la musique avec des instruments qu'ils fabriquent eux-mêmes. 14 h 30. Cinéma le soir avec *Les damnés* et *Chronique des années de braise*.

BURES/GIF/ORSAY

♦ Organisée par la MJC de la vallée de Chevreuse, une projection de *Mon village, un village parmi tant d'autres* de Taieb Loutrichi à 21 h au foyer Sonacotra des Ullis. Une bonne façon d'exprimer sa solidarité avec les travailleurs en grève des loyers.

CRETEIL

♦ On peut aller surprendre *La Conversation secrète* de F. Ford

PARIS

MJC THEATRE DES DEUX PORTES

♦ Toujours en lutte contre son expulsion, le théâtre des deux portes propose aujourd'hui dans son programme de soutien :

THEATRE COLOMBIEN

Le TEC (Théâtre expérimental de Cali) est à la Cartoucherie pour sept représentations, jusqu'au 25 inclus (20 h 30).

Le TEC fait partie d'une corporation qui fait à la fois du théâtre de répertoire et du théâtre militant et qui a pratiquement éliminé le théâtre commercial en Colombie. Elle regroupe une centaine de troupes semi-professionnelles.

La pièce que présente aujourd'hui le TEC, *Soldados*, raconte l'histoire d'une grève devenue légendaire. Elle fut menée aux débuts de la fondation du mouvement révolutionnaire colombien, en 1928, par les travailleurs des plantations bananières contre la United Fruit Company. L'armée réprima cette grève dans un bain de sang, mais le droit de grève entra dans la constitution.

Dans la pièce, la grève est vécue par deux soldats représentant deux comportements typiques du contingent.

Camarade Chili par le théâtre en coin (20 h 30) et une exposition : « *Peut-être* » une nouvelle forme de bandes dessinées. 7 F, et 12 F pour les non-adhérents. (46 rue Louis Lumière. 20^e)

TEP

♦ Il y a un grand TEP et un petit. Au grand : *Dans les eaux glacées...* (*Rouge n°29*) et au petit : *Travail à domicile* de Franz-Xaver Kroetz, un auteur du courant néo-réaliste du jeune théâtre allemand. (17, rue Malte ; 20^e).

télévision

Mardi 20 Avril

TF 1

18. 15 **A la bonne heure**
Le dépistage cardiaque.
20.00 **Journal**

22.20 **Lettres du bout du monde.**
Pour sa dernière émission sur l'Inde, Jean-Emile Jeannesson nous entraîne au Kérala. Le Kérala c'est un peu un résumé de l'Inde : on y trouve la plupart des religions, des idéologies politiques (Parti du Congrès, Parti communiste pro-Moscou, Parti communiste pro-Pékin, Parti communiste « indépendant », sectes religieuses fascistes...). L'émission nous montre aussi une grève et le développement fantastique du « cinéma » indien, le premier dans le monde par sa quantité ! Un excellent documentaire sur l'Inde d'aujourd'hui mais qui n'explique peut-être pas assez les causes profondes de la répression actuelle ni surtout les luttes sociales de ces dernières années.

A 2

20.00 **Journal.**
20.30 **Les dossiers de l'écran : la boxe.**
Avec un film américain de Robert Wise (1949) « Nous avons gagné ce soir. » Robert Ryan, ... (voir Ce soir sur l'A 2)

FR 3

19.05 **Programmes régionaux.**
Les bretons de Nantes et de Rennes pourront voir une émission sur GuilleVIC.
19.40 **Tribune libre : La nouvelle droite française.**
La NDF est issue du Parti gaulliste révolutionnaire (le premier qui se marre, attention !). Maintenant une devinette : quelle est la différence entre la Nouvelle droite et l'Ordre Nouveau ?
20.30 **Capitaine King, un film d'Henry King (1953), avec Tyrone Power.**
La colonisation de l'Inde par l'Angleterre victorienne vue à travers l'imagerie d'Epinal : le beau lancier du Bengale, les cruels indiens et enfin le repos du guerrier dans les bras de sa bien-aimée !
22.05 **Journal**



PAYS-BASQUE

L'ABERRI EGUNA CELEBRÉ A PAMPELUNE DIMANCHE MALGRE L'INTERDICTION

- Un automobiliste tué par la police
- Conférence de presse de l'extrême-gauche

De notre envoyée spéciale

Le Parti nationaliste basque (PNV) ayant annulé son appel à la fête patriotique de l'Aberrri Eguna, seuls la Coordination d'Euskadi des commissions ouvrières, le Parti carliste et les organisations d'extrême-gauche (ORT, MCE, LC, LCR-ETA VI, le KAS qui regroupe les mouvements nationalistes révolutionnaires) avaient maintenu leur initiative. Leur texte commun réclamait la liberté nationale, le droit à l'autodétermination, la dissolution des corps répressifs, le châtement des crimes franquistes.

Mais la capitulation du Parti nationaliste a laissé au gouvernement la possibilité de mettre Pampelune en état de siège : dès samedi soir, les trois routes principales conduisant à la capitale navarraise étaient fermées. Venant d'Irun, il nous fallut franchir pas moins de six contrôles de police. Enfin, aux portes de la cité, nous étions accueillis par un immense bombardement : « *Secretas, verdes, grises : dissolution de los cuerpos repressivos !* » (« *Police secrète, garde civile, police : dissolution des corps de répression !* ») signée de la LCR-ETA VI. Une campagne de peintures analogues avait été organisée par l'ensemble des organisations dans les faubourgs.

Malgré les ruses et la persévérance de ceux qui étaient venus pour manifester, le bouclage policier s'avéra relativement efficace. Des centaines de jeunes qui rôdaient dans les montagnes alentours de Pampelune ne purent entrer en ville. Dans un contrôle policier, un automobiliste fut abattu par une rafale.

Samedi soir, pour ceux qui avaient pu pénétrer dans Pampelune, les mots d'ordre de rassemblement, les rendez-vous circulaient de bouche à oreille. Mais il ne put y avoir que des regroupements sporadiques. Dimanche matin, au réveil, on découvrait que toute la nuit, la police avait laissé carte blanche aux organisations de droite : les murs étaient couverts d'autocollants et d'inscription : « *Viva España !* ».

A midi, une première manifestation prenait forme dans les Jardines de la Tacónera, devant l'hôtel de los Tres Reyes, et, aussitôt par les ruelles tortueuses, elle s'enfonçait dans la Parte Vieja (vieille ville), aux cris de « *Amnistie, liberté,*

autodétermination. » A 13 heures, un rassemblement plus important se formait au Paseo de Valencia, de plusieurs milliers de personnes. Mais, à peine le cortège s'était-il ébranlé, que l'on entendait les coups de feu, le tir à balles de caoutchouc sans qu'aucun uniforme ne soit encore en vue. Sur le trottoir, un vieux m'expliqua, en désignant un groupe de jeunes barbus en anoraks que c'était la police secrète et que c'étaient eux qui avaient ouvert le feu. A 13 h 30, il y eut une manif d'un quart d'heure environ près de la Plaza de Toros à l'initiative de la Ligue communiste et de la LCR-ETA VI. Dès 19 heures, la LCR-ETA VI distribuait dans le centre un tract annonçant la mort de l'automobiliste mitraillé aux portes de la ville et tirant le bilan des initiatives de la journée.

En cours de journée, nous avons été convoqués à une conférence de presse unitaire des organisateurs de l'Aberrri Eguna interdit. Dans un appartement discret, nous avons retrouvé les journalistes de *Doblón, Guardian, Cuadernos para el Dialogo, Cambio 16, Times* et *le Nouvel Observateur*. Priront tour à tour la parole les représentants du mouvement communiste d'Espagne (MCE) de l'ETA (VI), de la Ligue communiste, de l'EKA (Parti carliste), de l'EHAS (Coordination des nationalistes basques, qui intervint en basque), l'Organisation révolutionnaire des travailleurs (ORT) et de la coordination d'Euskadi des Commissions ouvrières. Tous les orateurs insistèrent sur le succès de la journée en dépit de l'interdiction : le gouvernement a admis que 700 bus étaient prêts à converger sur Pampelune. Ils soulignèrent aussi que le forfait du PNV avait permis de clarifier les alliances entre le courant nationaliste révolutionnaire et les organisations ouvrières.

Enfin, après avoir lu un message du président de l'assemblée de Catalogne, le représentant de l'ETA (VI) levait la conférence en demandant aux journalistes présents de prendre acte du caractère unitaire de la journée et de la solidarité des organisations participantes avec les victimes des dernières rafles policières, consécutives à l'exécution de l'industriel Berzadi.

CISJORDANIE

Contre les mobilisations des arabes palestiniens

LA POLICE SIONISTE TIRE ET TUE

Un mort plusieurs blessés par balles, de nouveaux noms à la longue liste des martyrs palestiniens luttant contre la colonisation sioniste, tel est le lourd bilan du dernier week-end en Cisjordanie occupées.

Le mouvement « Goush Imounim » avait décidé de marcher entre Beitin et Jericho, pour faire pression sur le gouvernement de Tel-Aviv en faveur d'une colonisation accélérée des territoires de Cisjordanie. Plusieurs milliers de sionistes sont donc réunis dimanche matin. Le « Jérusalem Post » appelait les participants à apporter leur arme avec eux. En tête de manifestation se trouvait un ministre, Zebouloum Hammer, et l'un des principaux dirigeants de l'opposition de droite, le général Arieh Sharon.

Le gouvernement a dû autoriser la manifestation des extrémistes malgré les risques de riposte de la population arabo-palestinienne. En effet les députés religieux menaçaient de rompre la coalition gouvernementale en cas d'interdiction.

Les affrontements de ces dernières semaines, la victoire des courants nationalistes et du PC lors des élections de lundi dernier laissent prévoir une réaction des habitants de Ramallah, Nopouse, Djenin, et de nombreux autres villages. La police riposta par les tirs aux manifestations de protestations.

Le gouvernement sioniste est toujours plus paralysé. Il subit les pressions de l'impérialisme qui lui demande d'être prêt à faire des concessions aux régimes arabes, il est confronté à la mobilisation croissante de la population palestinienne vivant sous sa domination, l'extrême-droite sioniste l'appelle à avoir une politique dure de faits accomplis.

Mais il a pris une décision contre les mobilisations des palestiniens vivant sous sa domination.

R. Brestar

RENAULT-BILLANCOURT : LES FONDERIES REPRENNENT LE TRAVAIL

Les travailleurs des fonderies, secteurs carters cylindriques et collecteurs, se sont prononcés vendredi dernier sur les propositions de la direction. Alors qu'ils demandaient 5 points d'augmentation, un remplaçant pour quatre et des temps de pause, on leur proposait 40 F pour tous par le biais des primes risque-santé, révision de la classification pour 56 d'entre eux.

A la consultation organisée en commun par la CGT et la CFDT, 168 grévistes sur 201 se prononcèrent. Résultat : 3 nuls, 33 contre et 132 pour la reprise. Une telle majorité allait dans le sens des vœux de la direction CGT, hégémonique dans ce secteur et qui ne souhaite pas, comme la CFDT d'ailleurs, de lutte d'ensemble à la Régie.

Après ces quatre semaines de

grève, l'isolement commençait à peser sur les grévistes, face à la nouvelle direction Vernier-Palliez qui a déjà prouvé sa fermeté. Cette fois encore, envoi de lettres puis de la maîtrise au domicile des grévistes pour faire pression. Cela jusqu'à ce que les grévistes décident à leur tour de visiter ces agents de maîtrise trop zélés à leur domicile.

Pourtant des collectes avaient déjà rassemblé 30 000 F et rencontré un écho favorable auprès des travailleurs, signe du mécontentement général à Renault.

Ce qu'il faut préparer à Renault, c'est une lutte d'ensemble sur les salaires et les classifications : 300 F d'augmentation pour tous, un seul taux par coefficient : le maxi, refus de la cotation par poste ou fonction.

VOTRE ARGENT INTERESSE ROUGE

Nous exposons dans notre édition de samedi les raisons qui font que pour un journal révolutionnaire une souscription permanente de ses lecteurs est une condition élémentaire de vie.

La sortie le 15 mars sans que tout soit parfaitement au point nous a coûté plus cher que prévu. De lourdes échéances vont tomber à la fin du mois, notamment la facture du papier alors que nous n'avons reçu qu'une avance calculée sur la vente Paris-surface de la part des NMPP. Aussi la souscription doit elle trouver un puissant second souffle jusqu'au 15 mai, qui nous permette de franchir cet obstacle. Obstacle qui ne fait que précéder

celui du trou des vacances d'été qu'il faudra combler en septembre.

Contraintes financières avec lesquelles nous ne pouvons pas biaiser. Impossible d'avoir la sortie de *Rouge* à coeur sans mettre la main au porte-feuille.

Ancien total	80 826.30
Deux lecteurs de Montargis	60
Cercle rouge	1 000
médecine Reims	100
J.L.D. Paris	100
Groupe taupé PTT	140
Paris 9 ^e et 10 ^e	200
J.L.E. Giens	400
A.B. Paris 15 ^e	70
Travailleur Crédit lyonnais	50
M.C. Viry-Châtillon	10
Coudreau Le Mans	100
Diffuseurs Lyon	100
Nouveau total	82 965.30

BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper et à renvoyer au journal « Rouge » 2, rue R. Lenoir, 93 100 MONTREUIL (Service Abonnements)

NOM..... PRENOM.....
ADRESSE : RUE..... N°....
VILLE..... CODE POSTAL.....

TARIF (encadrer la mention utile)

	NORMAL	COLLECTIVITES	ETRANGER
1 AN	300 F	200 F	500 F
6 MOIS	150 F	100 F	250 F
3 MOIS	80 F		130 F

Chèques à l'adresse de D. Bensaïd, SANS AUCUNE AUTRE MENTION. (Pour les plis fermés, écrire au journal).



dernières nouvelles

• Devant la 17^e chambre correctionnelle de Paris, à 13 h, doit se dérouler le procès opposant divers organes de presse (dont *Libération* et *l'Humanité*) à la direction des Blanchisseries de Pantin. Dans cette entreprise, une grève s'était déroulée à la fin d'octobre dernier. Les journaux attaqués avaient dénoncé les très mauvaises conditions de travail dans cette boîte. C'est à cause de cela qu'ils sont traînés devant le tribunal pour « diffamation ». A travers cette affaire, c'est le droit pour un journal de parler des conditions de travail dans une entreprise que certains veulent

COLOMBIE : 80 % D'ABSTENTIONS AUX ELECTIONS

Un taux d'abstention record, environ 80%, a marqué dimanche en Colombie, les élections pour le renouvellement des assemblées départementales et municipales, dont les vainqueurs, selon les premiers résultats, devraient être les libéraux devant les conservateurs, ces deux partis formant la coalition gouvernementale.

Ce taux d'abstention, qui pourrait être le plus élevé jamais

enregistré en Colombie, serait du notamment au mécontentement de la population face à l'augmentation du coût de la vie et au chômage. Il serait également imputable à un certain désintérêt du corps électoral pour un scrutin compliqué à caractère essentiellement local, et enfin au mauvais temps qui a sévi particulièrement sur la capitale.

Trois heures après la fermeture du scrutin, le président Alfonso Lopez a convoqué un conseil des ministres extraordinaire afin, estiment les spécialistes, d'examiner les conséquences de cet abstentionnisme. Mercredi dernier, à la radio et à la télévision, il avait présenté à la population, cette consultation, comme un plébiscite pour la sauvegarde des institutions.

La consultation, qui concernait un total de 9 562 863 inscrits, s'est déroulée sans incidents. Des mesures de sécurité très importantes avaient été prises sur l'ensemble du pays. (AFP)

ARGENTINE DES URUGUAYENS PORTES DISPARUS

Ricardo Gil, professeur adjoint de l'université de Montevideo, 28 ans, qui étudiait à Buenos-Aires avec une bourse de l'ONU ; Elida Alvarez, 24 ans, sortie d'Uruguay en décembre 1974 après y avoir été arrêtée et torturée ; son enfant âgé de 2 ans ; et Luis Ferreyra, 37 ans, ouvrier de la Funsu. Ils sont portés disparus alors qu'ils étaient en train d'effectuer un voyage de l'Uruguay vers l'Argentine.

En outre, Ary Cabrera, militant du syndicat de la Banque, après avoir été arrêté a disparu depuis le 5 avril à Buenos-Aires.

Transmis par le Comité Uruguay

SNIAS CHATEAUX TRENTE DEUX DELEGUES DES CINQ SYNDICATS ASSIGNES EN JUSTICE

C'est à la suite d'une plainte du Général Jacques Mitterrand, PDG de la SNIAS, portant notamment sur l'« entrave au libre exercice du travail et à l'empêchement de l'acheminement du matériel » que les délégués ont été cités devant le Tribunal de grande instance de Chateaux jeudi prochain. (AFP)

**Achetez Rouge
tous les jours
dans le même kiosque**